

Laissons Faire

Revue des économistes français

Numéro 4 ~ Septembre 2013

Institut Coppet

Laissons Faire

Revue des économistes français
Publication mensuelle de l'Institut Coppet

www.institutcoppet.org

4^{ème} Numéro ~ Septembre 2013



INSTITUT
COPPET

Editeur : Institut Coppet

Responsable de l'édition : Damien THEILLIER, damien.theillier@institutcoppet.org

Direction : Benoît MALBRANQUE, benoit.malbranche@institutcoppet.org



INSTITUT
COPPET

Quelques nouveautés

À partir du prochain numéro, votre revue ajoutera à son modèle d'origine un certain nombre de modifications, qui sont naturellement conçues dans la même optique et avec les mêmes intentions que ses formes actuelles.

Une rubrique mensuelle, intitulée *Perspective Autrichienne*, verra le jour le mois prochain. On y trouvera chaque fois un extrait du grand livre du même nom, de Murray N. Rothbard, l'historien autrichien de la pensée économique, extrait concernant un auteur de l'école française.

Le mois prochain s'ouvrira aussi une rubrique *Actualités*. Elle sera dirigée et alimentée par le journaliste Charles Huet. L'idée sera de fournir un court compte-rendu de l'actualité, *du point de vue des économistes*. Si nous ne saurons jamais ce qu'auraient dit Bastiat, Say, Molinari, etc., sur la situation française, en matière de politique et d'économie, nous tâcherons de nous en approcher, et d'indiquer quels sont les conclusions qu'un disciple de l'école française d'économie peut former sur les informations qui font l'actualité de la France.

Benoît Malbranche
Chercheur associé de l'institut

Former les jeunes

Le samedi 14 septembre, à Paris, s'est déroulé la première conférence française du réseau *Students for Liberty*. Partenaire de cet événement, l'Institut Coppet était aussi représenté parmi les conférenciers, avec la présentation par son président Damien Theillier de « La liberté est-elle une idée française ? ». Le mois dernier, Benoît Malbranche présentait « *The Rise of Political Economy in Europe* » à Lausanne, et détaillait la place fondamentale de l'école française d'économie dans le développement de cette science.



Damien Theillier présentant l'école française d'économie, lors de sa conférence à Paris

À l'avenir, nous continuerons d'assurer une représentation semblable au cours des prochaines manifestations de la sorte. Ces interventions, nous en sommes convaincus en effet, peuvent aider à faire revivre la longue et riche tradition française en économie, et même aider la résolution des problèmes contemporains grâce à l'éclairage que fournit leurs œuvres. Le public jeune, en particulier, mérite bien une attention particulière. C'est tout l'avenir des connaissances en économie qui est en jeu. C'est aussi, comme une conséquence, tout l'avenir économique de notre pays, qui dépend d'eux — et donc de nous.

Sommaire

Présentation

p.5

Plus libres, donc plus égaux.

Leroy-Beaulieu et la marche vers l'égalité

p.7

L'économiste machiavélique.

Mérites et démérites de F. Galiani

p.14

Les excès d'une vertu.

Paul Laffitte et le paradoxe de l'égalité

p.23

Protectrice de la science.

Mme de Pompadour et les économistes

p.28

La Fontaine, économiste.

Les leçons économiques derrière les fables

p.35

La classe française.

L'origine française de la « lutte des classes »

p.41

Lecture : Frédéric Passy (1822-1912)

« La Guerre et la Paix »

p.45

Note sur nos livres

Soucieux de valoriser notre effort d'édition des économistes français, et la gratuité de l'entièreté de notre collection numérique, nous signalerons dans cette revue, par un astérisque placé à la suite d'un titre, ces ouvrages disponibles gratuitement au format numérique sur notre site internet.

www.institutcoppet.org

Ainsi, nous indiquerons par exemple la référence suivante : Turgot, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* *, Paris, 1767

Pour contribuer

La science de l'économie politique n'a jamais souffert que trop de penseurs brillants s'intéressent à elle, et nous n'avons pas non plus cette crainte. Alors, si parmi les lecteurs de nos articles, certains se sentent l'envie de contribuer à la régénération intellectuelle de la France, et à la promotion du « bon sens économiste », c'est avec des bras ouverts que nous les accueillerons, bien persuadés d'avance de leurs lumières, et d'ores et déjà enthousiastes face à leur bonne volonté.

Les propositions d'articles, les commentaires, ou simples questions, tous bienvenus, peuvent donc être envoyés librement à :

info@institutcoppet.org

Plus libres, donc plus égaux

Leroy-Beaulieu et la marche vers l'égalité

« Les riches deviennent toujours plus riches ; les pauvres, toujours plus pauvres » : voici la phrase terrible que les socialistes jetèrent constamment devant les économistes, et que ceux-ci tardèrent tant à réfuter. En 1881, devant l'expansion du marxisme et la popularité de la thèse de la « paupérisation », le camp des économistes reçut enfin la contribution de Paul Leroy-Beaulieu, qui écrivit un ouvrage dont le titre dit tout : *Essai sur la répartition des richesses, et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions*. Voyons ses arguments.

Soutenir que la seule politique économique juste et efficace consiste, en peu de mots, à *laisser faire*, et rappeler les œuvres des économistes français pour justifier cette assertion, ne suffit en aucun cas pour écarter les objections habituellement soulevées contre elle. Il faut donc étudier ces objections principales, une à une, à la lumière de la science économique, et indiquer à nouveau en quoi elles sont aussi injustifiées que contraires aux faits.

Si cette « contre-attaque » est utile pour l'éclaircissement de nos conceptions économiques, et j'ose croire qu'elle l'est, alors c'est la mission de notre revue que de l'engager. De tous les sujets sur lesquels elle pourrait porter, celui de l'inégalité des conditions est très certainement le plus décisif. Ce sera l'objet du présent article.

L'inquiétante progression de la misère humaine, dans nos propres nations occidentales, interpelle nécessairement les citoyens contemporains et leur fait aisément croire à la possible véracité de la thèse de la *paupérisation* — en somme, que les pauvres s'appauvrissent toujours. C'est pour retirer de leurs esprits cette croyance infondée que j'entends, avec l'aide de l'écrit de Paul Leroy-Beaulieu, défendre contre elle l'idée d'une amélioration continue des conditions des plus pauvres dans une société capitaliste.

Le nom de Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916) apportera assurément infiniment plus de crédit à cette thèse que le mien propre. À une époque secouée par les passions nationalistes et insouciantes face aux progrès de l'étatisme et du socialisme, Paul Leroy-Beaulieu resta pour les économistes l'une des personnalités les plus savantes et les plus respectées. Professeur d'économie politique au Collège de

France, et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il faisait autorité dans le domaine de l'économie politique. Son écrit sur l'évolution des conditions des plus pauvres dans un système capitaliste mérite donc toute notre attention.

Bien qu'il avait abordé cette question brûlante à de nombreuses reprises de son intense carrière littéraire ¹, Leroy-Beaulieu attendit longtemps avant de publier sa réfutation complète et en règle de l'idée de la paupérisation. Il faut dire qu'il rumina son ouvrage pendant plusieurs années, afin de le perfectionner et de le rendre inattaquable. Long de près de 600 pages, toutes noircies de paragraphes très serrés, son *Essai sur la répartition des richesses* avait en effet de quoi impressionner.

Avant de rentrer dans l'argumentaire du livre, il est sans doute nécessaire de fournir quelques mots d'explication sur son titre, et, par ricochet, sur son thème précis. Il était d'usage, à l'époque où écrivait Leroy-Beaulieu, de diviser la science de l'économie politique en quatre grandes rubriques : la production, la circulation, la consommation, et la distribution des richesses. De ces différentes sous-parties de l'économie, considérait Leroy-Beaulieu, aucune n'avait été aussi peu avancée du point de vue des principes fondamentaux, et aussi minée par les conceptions fausses, que celle concernant les lois sur la distribution des richesses. Quelles sont les lois qui président la répartition des revenus entre salaires, profits, et intérêts ? Y'a-t-il une part qui s'accroît aux dépens des autres à mesure que progresse la civilisation capitaliste ? Toutes ces questions, considérait Leroy-Beaulieu, avaient le besoin urgent d'être adressées scientifiquement, et pourtant, ils ne l'avaient pas encore été. Comme il l'expliquait dans sa préface :

« Au point de vue théorique, nous sommes arrivé à la conclusion que presque toutes les doctrines acceptées en économie politique sur la distribution des richesses sont à refaire ou du moins à rectifier. »

Dans cette partie de l'économie, les grands principes longtemps tenus pour évidents par les grands noms de la science économique, y compris les plus libéraux, étaient que le salaire de l'ouvrier ne pouvait jamais croître au-dessus du *salaire de subsistance* : Turgot l'avait supposé, Adam Smith l'avait posé en théorie, et David Ricardo en fit un axiome. Prenant le contre-pied de ces théories, Paul Leroy-Beaulieu indiquait au contraire :

« Nous avons voulu dans ce livre réviser en quelque sorte le chapitre de la science économique qui concerne la distribution des biens et des produits. L'étude attentive de la propriété, du capital, des profits industriels, des salaires, des relations des ouvriers et des patrons, nous a conduit à cette conviction que les peuples civilisés s'avancent vers un état de choses où les conditions seront de moins en moins inégales. »

¹ Voir notamment *La Question ouvrière au XIXe siècle*, Paris, 1872

« Le travailleur manuel, voilà le grand bénéficiaire de notre civilisation : toutes les situations s'abaissent autour de lui, et la sienne s'élève. Si des voix ou intéressées ou ignorantes ne lui soufflaient pas la haine et l'envie, il verrait que le temps travaille pour lui et pour ses enfants, que toutes les lois économiques tournent en sa faveur et améliorent son sort soit absolu, soit relatif. »

« L'écart entre les fortunes et surtout entre les revenus est moindre qu'on ne le pense, et cet écart va en s'amoindrissant. Le paupérisme diminue au lieu d'augmenter. Nous sortons de ce que j'ai appelé « la période chaotique de la grande industrie », période de transformation, d'agitation, de souffrances, de tâtonnements. Sismondi, Villermé, Blanqui l'aîné ont été à bon droit effrayés de tous les maux que comportait cet âge de transition. Ces maux sont de nature temporaire : s'ils n'ont pas encore tous disparu, ils sont en train de disparaître. La société moderne reprend sa marche vers un état qui sera caractérisé par une beaucoup moins grande inégalité des conditions. »

Des quelques grands économistes de la période classique, ou de Paul Leroy-Beaulieu, qui a raison, qui a tort ? Bien entendu, il ne s'agit pas ici de trancher une question de personne, et d'attribuer des mérites à des penseurs morts il y a plusieurs siècles. Ce serait œuvre futile, et surtout très peu intéressante pour notre époque. Ce que nous désirons, nous citoyens du vingt-et-unième siècle, c'est obtenir des raisons, à partir du passé, de penser que la tendance naturelle du capitalisme est de réduire les inégalités, ou de les augmenter. L'ampleur du débat, et son importance pour les politiques économiques contemporaines, réclame le règlement d'une telle question.

La réponse de Leroy-Beaulieu était donc simple : la marche normale du capitalisme, pour autant qu'il ne soit pas freiné par des interventions malheureuses de l'Etat, est de réduire de plus en plus l'inégalité des conditions. Quels sont ses arguments ?

D'abord, du côté de ceux qu'on dit privilégiés, c'est-à-dire les rentiers, les chefs d'entreprise, et les détenteurs de capital, quelle est, rapidement, l'évolution probable de leur condition, comparativement à celle de la société dans son ensemble ? Leroy-Beaulieu soutient qu'ils sont ceux qui s'enrichiront le moins, en proportion, à mesure que la société s'enrichira. Comme l'analysait déjà Adam Smith, la concurrence existant entre les différents emplois des capitaux, forcera les capitalistes à se contenter de taux de profit de plus en plus réduits. L'ouverture des frontières, en outre, ajoutera encore un degré à cette concurrence. Une fois que les meilleurs emplois des capitaux sont trouvés, les capitaux restants ne trouvent plus que de moins bons emplois, et rapportent ainsi des profits décroissants.

Il faut clore ici cet examen, non qu'il soit inintéressant, mais il n'est pas la partie de la question que nous voulons examiner dans cet article. Prouver qu'il est faux de dire que « les riches deviennent toujours plus riches » nécessiterait un autre article. Pour l'instant, nous réservons celui-ci à cette autre question : les pauvres deviennent-ils de plus en plus pauvres ?

Pour répondre à cette question, Leroy-Beaulieu avait recouru non à la théorie, car il n'est rien de moins sûr, rien de moins inaltérable, rien de moins convainquant qu'une théorie ; il avait recours à l'évidence de la réalité objective. Le point de vue qu'il adoptait est celui qu'il nous faudrait adopter nous aussi quand nous étudions ces questions : nous devrions chercher, dans les faits eux-mêmes, si les plus pauvres de nos concitoyens ont vu ou non leur situation s'améliorer. C'est ce que Leroy-Beaulieu fit à son époque, et il est à croire que les résultats qu'il présentait seraient les mêmes que ce que nous trouverions de nos jours, et ce pour une raison simple : il en va de la nature même du capitalisme.

Quelles sont les données objectives, les faits économiques précis, sur lesquels il est possible de porter son jugement, pour juger si oui ou non la condition de l'ouvrier s'est améliorée ? Il suffit, nous dit Leroy-Beaulieu, de chercher dans la vie de l'ouvrier ce qui, d'une manière positive, contribue à son bien-être. Il y a d'abord l'alimentation, car qu'y a-t-il de plus pressant que le besoin de se nourrir ? Viennent ensuite, par ordre de priorité presque biologique, le logement, l'habillement, et l'ameublement du domicile. Voyons donc, nous propose Leroy-Beaulieu, quelle fut, sous ces rapports, l'évolution des conditions des plus pauvres des Français, au cours des dernières décennies — donc de 1850 à 1880, une période pendant laquelle, selon les socialistes, l'ouvrier s'était appauvri à cause des excès du capitalisme.

Que dire de l'alimentation, d'abord, si ce n'est qu'elle s'est améliorée ? Les famines avaient été récurrentes au cours du dix-huitième siècle, et elles ne survivaient plus, au siècle suivant, que dans les manuels d'histoire. C'en était fini, non de la misère, non du dénuement, c'est certain, mais de l'extrême sous-nutrition qui était, cinquante ans auparavant, le lot d'une grande partie de la population, et qui avait, grâce au progrès du capitalisme, presque entièrement disparue.

Pour prouver entièrement ce fait, et en rendre la vérité inébranlable à une génération d'hommes qui devait pourtant en sentir d'elle-même l'évidence, Leroy-Beaulieu usait des statistiques. La consommation annuelle de froment, comme celle de la viande, a augmenté de 50% en cinquante ans ; la consommation de pomme de terre a triplé durant le même laps de temps ; celle du vin a doublé, celle de la bière aussi : au fond, il est tout à fait établi que l'ouvrier mange mieux, et davantage, que par le passé.

« Tous ces renseignements confirment ce qu'apprend l'expérience vulgaire, que l'alimentation de toutes les classes de la population est devenue depuis un demi-siècle, depuis vingt-cinq ans surtout, plus abondante et plus raffinée ; on pourrait presque dire que l'estomac de l'homme semble s'être élargi, tellement il absorbe aujourd'hui plus qu'autrefois. Faut-il parler du sucre et du café, raretés naguère, aujourd'hui d'un usage fréquent parmi la population ouvrière des villes, et même parmi celles des campagnes les jours de marché et de réunion ? »

« Le premier, le plus matériel besoin de l'homme, celui de l'alimentation, est donc pour toutes les couches d'habitants mieux satisfait aujourd'hui qu'autrefois. »

C'est donc une affaire entendue, et est-ce bien une surprise pour nous de l'apprendre : grâce au progrès du capitalisme, la nourriture de la population française, et surtout de la population ouvrière, s'est grandement améliorée, et est devenue plus raffinée. Nous pouvons donc, ayant réglé cette partie de la question, passer à l'appréciation des conditions du logement.

On le sait, les conditions de vie des plus pauvres étaient, au dix-neuvième siècle, assez médiocres quant à l'habitation, mais l'évolution était-elle vers l'amélioration, et, si oui, à quelle vitesse se faisait cette amélioration ?

Il est difficile, c'est certain, d'obtenir une règle correcte pour mesurer ces progrès. Le moyen le moins impropre, et pourtant loin d'être parfait, est d'étudier l'évolution du nombre d'ouvertures dans les maisons, car nous avons, et surtout nous avons déjà à l'époque, des statistiques précises sur ce fait. Par le passé avait été établi un impôt sur les portes et les fenêtres, qui touchait donc à proportion du nombre d'ouvertures qu'on avait dans sa maison. Les plus petites demeures ne possédaient qu'une ouverture : la porte ; les plus grandes, les plus spacieuses, et, disons-le, les plus luxueuses, comptaient quatre, cinq, voire six ouvertures. Considérer cette statistique permet donc de voir si le logement de la population française s'est amélioré ou non, et dans quelle proportion.

Les français de l'époque en auraient été convaincus, et les statistiques leur donnent raison : les maisons sont devenues, en quelques décennies, plus spacieuses et plus éclairées. Si l'on compare les années 1820 et 1875, comme le fait Leroy-Beaulieu, on observe que le nombre d'ouvertures dans les maisons de France a progressé de près de 80%. Si l'on entre dans les détails, on remarque que le nombre de maisons ayant une seule ouverture a diminué, comme a diminué celui des maisons à deux ouvertures. La compensation s'est faite par les maisons à trois, quatre, et surtout cinq ouvertures, qui sont de 20% plus nombreuses. Tout cela indique que les conditions de vie, du point de vue du logement, se sont aussi largement améliorées. Et Leroy-Beaulieu, ayant examiné ces éléments, de conclure :

Certes, le taudis destiné à l'habitation de l'homme n'a pas encore disparu ; et le nombre des ouvertures des maisons n'est pas toujours un critérium exact du confort de l'habitation. Dans les vastes cités ouvrières il y a encore bien des galetas misérables ; trop d'êtres humains logent dans des greniers ou dans des soupentes d'escalier ou bien s'entassent dans des chambrées nauséabondes. Mais laissons ces exceptions de l'extrême paupérisme ; voyons les choses de haut et dans l'ensemble. Le progrès de l'habitation humaine, même pour la classe la plus humble de la population, est incontestable depuis un demi-siècle. Il n'est pas de propriétaire obligé de reconstruire ses fermes ou ses logements de manœuvres des champs qui n'ait éprouvé combien étaient accrues les exigences de ces catégories de personnes pour leur habitation. On ne trouverait pas non plus aujourd'hui dans une ville

ouvrière des quartiers entiers comme la rue des Étaques de Lille qui doit une triste célébrité aux descriptions de l'économiste Blanqui. Si la misère de beaucoup de logis d'ouvriers est souvent poignante, il ne faut pas oublier qu'elle était générale autrefois, qu'elle est exceptionnelle aujourd'hui.

Finissons cet aperçu déjà trop long par les quelques considérations que Leroy-Beaulieu réservait à l'habillement et à l'ameublement, pour achever de convaincre son lecteur que les conditions de vie s'étaient améliorées, et nettement améliorées, pour les plus pauvres.

Ici, les outils pour rendre compte de cette amélioration sont simples : il suffit de citer les prix du coton, du lin, et des autres toiles, pour comprendre qu'en quelques décennies, l'ouvrier français a pu, avec un même montant, s'offrir des vêtements d'une meilleure qualité, et dans une plus grande quantité. Un aperçu des prix des meubles nous fournit les mêmes conclusions. Encore un point où les progrès sont grands.

De toutes ces données sur l'évolution des conditions des français, et notamment des plus pauvres d'entre eux, Leroy-Beaulieu en conclut une « irrésistible évidence » : que les pauvres s'enrichissent chaque jour davantage :

Les faits que nous avons rapidement rassemblés démontrent avec une irrésistible évidence que toutes les classes de la nation ont participé au progrès général, que la classe ouvrière particulièrement en a profité sous la triple forme d'un accroissement de bien-être matériel, d'un accroissement de sécurité et d'un accroissement de loisirs. On examinera, dans le cours de cet ouvrage, s'il est vrai que les riches deviennent chaque jour plus riches ; mais dès ce moment on peut affirmer qu'il est faux que les pauvres deviennent chaque jour plus pauvres.

Pour les partisans des réformes sociales, ce n'est pas suffisant. Un prochain article de cette revue analysera le « paradoxe de l'égalité » : la recherche constante d'une égalité absolue. C'est en la cherchant, et en ne réservant qu'à cette chimère son attention, qu'on pourrait ne pas admettre ces formidables progrès, au cours du XIXe siècle comme aujourd'hui :

Cependant, les améliorations partielles et graduelles que nous venons de décrire ne touchent pas le cœur de ceux qui se sont faits les apôtres des revendications populaires. C'est avec un superbe dédain que ces hommes parlent de ces progrès qu'ils qualifient de mesquins et d'insignifiants. Pour eux, le mot de pauvreté n'a pas de sens absolu ; il indique simplement une relation entre les moyens de jouir qu'a un individu et les moyens de jouir qu'ont d'autres membres de la société. La pauvreté, ce n'est plus le manque de ressources propres pour lutter contre la faim, contre le froid, contre la maladie ; la pauvreté, c'est l'état de tout homme qui ne peut se procurer toutes les jouissances qu'un autre de ses semblables se donne. Ainsi un ouvrier bien nourri, bien vêtu, bien logé, confortablement meublé, ayant en outre un dépôt important à la caisse d'épargne et des valeurs mobilières dans son portefeuille, allant le dimanche ou le lundi en tramway passer la journée à la campagne et revenant le soir assister du haut des galeries supérieures aux représentations d'un théâtre

populaire, cet ouvrier se déclare pauvre parce qu'il n'a ni hôtel, ni domestiques, ni voiture, ni chevaux, ni loge dans les grands théâtres.

Malgré ce refus d'admettre la vérité, et de reconnaître que le capitalisme participe à l'amélioration des conditions des plus pauvres, et à l'affaiblissement des inégalités sociales, ils en restent à cette idée futile de l'égalité absolue. C'est donc pour eux, pour leurs représentants de l'époque de Leroy-Beaulieu et pour leurs bien trop nombreux successeurs contemporains, que nous devons répéter et prouver sans cesse que :

Les progrès du bien-être de la classe inférieure de la population sont et surtout seront, dans un prochain avenir, plus rapides que ceux de la classe moyenne et de la classe élevée. Sans arriver à un nivellement des conditions qui est impossible, à une uniformité des situations humaines qui serait mortelle à la société, le mouvement économique actuel conduit à un plus grand rapprochement des conditions sociales, à une moindre inégalité entre les fortunes.

C'est là un message décisif pour les amis du progrès.

A.L.

L'économiste machiavélique

Mérites et démérites de l'abbé F. Galiani

La richesse théorique s'étant fait jour au dix-huitième siècle nous étonne, nous fascine peut-être, et pourtant la compréhension de ce mouvement idéologique, dont les Lumières ne sont qu'une part — la plus connue peut-être — ne semble jamais complète. Certains épisodes décisifs, du moins dans le domaine de la pensée économique, sont encore sous-estimés. L'œuvre de Ferdinando Galiani en est une illustration. Par son combat, par ses erreurs aussi, il a plus qu'aucun autre fait changer l'état d'esprit des Français sur les questions économiques. Cet article s'assigne donc l'objectif de dresser un bilan des œuvres et de la vie de celui qui fut, à l'exception possible de Pellegrino Rossi, le plus français des économistes italiens.

On peut être surpris de lire dans cette revue un article consacré à un économiste qui, par sa nationalité, devrait se rapporter à l'Italie. Le paradoxe, pour autant, n'est qu'apparent. Par ses activités d'économistes, par sa vie même, Galiani appartient à l'histoire littéraire de notre pays, tout comme Richard Cantillon et Melchior Grimm au cours du même siècle. Né à Chieti, dans l'Italie méridionale, en 1728, il s'installa à Paris en 1759, et s'inséra immédiatement dans la sphère des philosophes de l'époque. Après dix ans passés à Paris, il fut enjoint de retourner en Italie, pour son plus grand malheur. « Je suis inconsolable d'avoir quitté Paris » écrivit-il quelques mois après son départ à Mme d'Épinay. « Paris est ma partie. On aura beau m'en exiler, j'y retomberai. » (*Correspondance*, I, p.15-16) ²

Quand il était arrivé en France, Galiani emportait avec lui la reconnaissance unanime que ses premiers écrits lui avaient valu. Outre un plaisant *Recueil des morts du bourreau*, il fut surtout célébré pour un traité sur la monnaie, qu'il écrivit à l'âge de 22 ans, et sur lequel il nous faut nous arrêter un instant.

Les mérites de Galiani en matière de théorie monétaire sont clairs, bien que trop peu connus. Vingt-cinq ans avant Adam Smith, et quinze ans avant Turgot, Galiani avait consigné dans un écrit célèbre les vues les plus pures et les plus éclairantes sur

² Sauf mention contraire, toutes les citations de cet article sont tirées des deux tomes de la *Correspondance* de Galiani, dans son édition de 1881.

la nature et les fonctions de la monnaie. Publié en 1751, *Della Moneta* défend en effet la thèse de la monnaie-marchandises : la monnaie possède en elle-même une valeur, dite valeur intrinsèque, séparément de son usage en tant que monnaie. « L'or et l'argent ont une valeur en tant que métaux, antérieure à leur existence comme monnaie. »³ Cela peut se justifier en considérant de façon abstraite les raisons de l'usage des métaux comme monnaie, eu égard, notamment, à sa fonction de réserve de valeur. La justification peut aussi être fournie, *a posteriori*, par une analyse de la naissance de la monnaie, et dans l'étude des raisons du choix des métaux. Ce que fait Galiani :

« Les hommes n'ont pas estimé les métaux parce que grâce à eux ils instituèrent la monnaie, mais ils les utilisèrent en tant que monnaie parce qu'ils les estimaient et qu'ils leur étaient utiles. Leur choix ne fut ni libre ni capricieux, ce fut une nécessité allant de pair avec la nature même des métaux, et avec les exigences de la monnaie. »⁴

En outre, il indique bien qu'il s'agit là du résultat de principes économiques, dont le pouvoir politique essaierait en vain d'empêcher l'application.

« Non seulement les métaux qui composent la monnaie, mais aussi toutes les autres choses au monde, sans en excepter aucune, possèdent une valeur naturelle qui leur est propre et qui dérive de principes certains, généraux et constants. Ni le caprice, ni la loi, ni le Prince, ni aucune autre chose ne peuvent faire violence à ces principes et à leur effet. »⁵

On le voit, Galiani témoigne d'une profondeur de pensée et d'une justesse qui nous surprend déjà chez des auteurs du dix-neuvième siècle, et qui doit nous émerveiller de la part d'un jeune homme de 22 ans, écrivant en 1750. Le petit ouvrage de Galiani, en outre, paraît devancer bon nombre des héros sur lesquels les historiens se penchent avec admiration dans leurs histoires de la pensée économique. Par exemple, Galiani y défend la théorie subjectiviste de la valeur, avec une modernité et une force de conviction admirable. Avec simplicité, il écrit : « L'estimation, c'est-à-dire la valeur, est une idée de proportion entre la possession d'une chose et celle d'une autre selon l'opinion qu'en a quelqu'un. »⁶

Être l'auteur, à 22 ans, d'un traité prouvant une telle sagesse et une telle hauteur de vue sur l'une des questions économiques les plus controversées et, à tout prendre, les plus complexes, est bien ce que l'on appelle un *bon départ*. Seulement,

³ Ferdinando Galiani, *De la monnaie [Della moneta, 1751]*, Paris, Economica, 2005, cité dans Christian Tutin (éd.), *Une histoire des théories monétaires par les textes*, Flammarion, 2009, p.101

⁴ *Ibid.*, p.103

⁵ *Ibid.*, p.99

⁶ *Ibid.*, p.101

l'histoire ne s'arrête pas là, et c'est la suite du récit qui justifiera le titre de cet article, et les mots de Marmontel, sur lesquels il se fonde : « L'abbé Galiani était de sa personne le plus joli petit arlequin qu'eût produit l'Italie ; mais sur les épaules de cet arlequin, était la tête de Machiavel. »⁷ Voici en effet un homme qui, malgré ses qualités d'économiste et sa conviction en faveur de la liberté économique, accéléra, *pour s'amuser*, le déclin des physiocrates et accompagna, *pour faire rire*, leur doctrine jusque dans le tombeau.⁸ Il le fit avec la publication de ses *Dialogues sur le commerce des blés* dont nous étudierons les effets. Mais avant cela, rappelons un instant le contexte historique et l'importance de cette question du commerce du blé.

À l'époque où Galiani publiait son *Della Moneta* et construisait sa réputation d'économiste, sur la scène intellectuelle française, la question du commerce des grains commençait en effet à recevoir une très vive attention. Les plaintes nourries et nombreuses énoncées par Pierre Le Pesant de Boisguilbert, dans son *Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains* (1707) et dans ses divers autres écrits, avaient très tôt signalé l'urgence d'une libéralisation. Les grands économistes écrivant au cours de la première moitié du dix-huitième siècle, adressèrent le sujet : Jean-François Melon, dans son *Essai politique sur le commerce* (1734), Nicolas Dutot, avec ses *Réflexions politiques sur les finances et le commerce* (1735), et Richard Cantillon, dont l'*Essai sur le Commerce*, se diffusa à l'état de manuscrit de la mort de l'auteur en 1734 jusqu'à sa parution finale en 1755.

À partir de 1750, la France, confrontée aux mauvaises récoltes et à l'approvisionnement difficile de certaines régions, vit revenir ce grand sujet avec une vigueur inouïe. « Vers 1750, raconta Voltaire, la nation, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, de romans, d'opéras, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus romanesques encore, et de disputes sur la grâce et les convulsions, se mit à raisonner sur les blés. »⁹ En vérité, dès 1748, Claude Dupin publiait un *Mémoire sur les blés*, défendant une libre exportation et une importation soumise à des droits de douane selon une échelle mobile.¹⁰ La question du commerce du blé redevenait brûlante.

En 1754, Claude Jacques Herbert écartait comme nuisibles les quelques dispositions réglementaires admises par Dupin, et, revenant aux réclamations de Boisguilbert, il se prononçait pour une liberté complète.¹¹ Peu surprenant, ainsi, que son *Essai sur la police générale des grains* ait été particulièrement apprécié par le marquis d'Argenson. « Je viens de lire une nouvelle brochure ayant pour titre *Essai sur la police générale des grains*, notera-t-il ainsi dans son journal. On y propose de laisser

⁷ *Œuvres de Marmontel*, Tome 1, *Mémoires*, Paris, 1819, p.181

⁸ Selon Auguste Lebeau, (*Condillac économiste*, Paris, 1903) ce furent les *Dialogues* qui portèrent le coup fatal à la secte des économistes.

⁹ Voltaire, article « Blé » de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert

¹⁰ Charles Dupin, *Mémoire sur les blés, avec un projet d'édit pour maintenir en tout temps la valeur des grains à un prix convenable au vendeur et à l'acheteur*, Paris, 1748

¹¹ Claude Jacques Herbert, *Essai sur la police générale des grains*, Paris, 1755

ce commerce tout à fait libre, et l'on montre que par là l'on aurait en tout temps autant de blé qu'il en faudrait, même dans les années les plus stériles. Enfin j'ai donc lu un ouvrage dans mon goût, par où la liberté parfaite du commerce produirait la meilleure police. »¹² Peu contestée en théorie, la liberté du commerce des grains ne recevait d'opposition véritable que par la législation française, qui conservait toute la force prohibitive qu'on lui avait jadis fournie.

La décennie 1750-1760 verra une profusion d'ouvrages et de brochures venant réclamer la libéralisation du commerce des blés, ou, moins fréquemment, pour défendre les règlements. Le plus significatif de ces ouvrages libéraux, outre le très fameux *Ami des Hommes, ou Traité de la population* (1756) du marquis de Mirabeau, fut les *Observations sur la liberté du commerce des grains* (1759), par Claude-Humbert Piarron de Chamousset.

Cette profusion, encore le résultat d'un intérêt vif pour cette question du commerce des grains, gagna encore en ampleur avec la constitution d'une véritable école de pensée économique dévouée à la défense de la liberté économique. Le mouvement physiocratique, en effet, était en train de se constituer. En 1756, l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert publia les premiers articles du futur maître François Quesnay, dont « Fermiers », « Grains », et « Hommes ». L'année suivante, le marquis de Mirabeau, jouissant alors d'une popularité considérable après la publication de l'*Ami des Hommes*, rencontra Quesnay et se convertit à sa doctrine. Le *Tableau économique*, schématisation de la pensée économique des Physiocrates, sort des presses royales en 1759, et la *Théorie de l'impôt*, rédigée par Mirabeau avec l'aide de Quesnay, paraît en 1760.

Après la mobilisation générale que provoqua la création de l'école physiocratique, le flot des publications en faveur de la liberté du commerce des grains se mit à atteindre des proportions considérables. Tous les disciples de Quesnay, de Dupont de Nemours à Le Trosne, en passant par Louis Abeille, se mirent à écrire sur la question. Les *Principes sur la liberté du commerce des grains* de ce dernier, publiés en 1768, c'est-à-dire un an avant l'œuvre de Galiani dont nous allons parler, donnent d'ailleurs une idée assez juste du ton des discussions de l'époque, du moins dans le camp des libéraux, juste avant sa contre-attaque :

« Les partisans de la liberté n'ont cessé de dire et de répéter que l'unique police, en matière de subsistances, consistait à *laisser aller les choses d'elles-mêmes* ; à ne faire sentir la main de l'administration que contre les obstacles à une entière liberté ; que le Commerce des grains, qui, parmi nous, est à peine effrayé, se montera tout seul ; que la sûreté, pour tous les temps, pour toutes les circonstances, sera le fruit immédiat d'une exportation et d'une importation entièrement libres. La simplicité de ce plan d'Administration ne pouvait qu'étonner et peut-être indisposer ceux qui,

¹² Marquis d'Argenson, *Journal et mémoires*, édition J.B. Rathery, Tome VIII, 1866, p.220 Le marquis d'Argenson était en effet un grand promoteur de la liberté du commerce des grains. Cf. « La politique économique du marquis d'Argenson », *Laissons Faire*, N°2, Juillet 2013

sur d'autres matières, se sentent la capacité de tout voir, de tout régler, de tout conduire. Mais des événements aussi décisifs qu'effrayants, et toujours les mêmes, avertissent ceux qui écouteront leur amour-propre avec le plus de complaisance, que le régime d'un Commerce aussi compliqué que celui des grains est au-dessus des forces de l'homme le plus supérieur, que par conséquent, il est indispensable de l'abandonner à lui-même. »¹³

En 1769, Galiani prit le contre-pied des économistes de l'époque, et, avec l'aide active de Diderot¹⁴, il publia des *Dialogues sur le commerce des blés*, ouvrage amusant et léger moquant les partisans de la libéralisation, et réclamant, à ce qu'il semblait, une réglementation du commerce. Cinq ans plus tôt, la libéralisation partielle du commerce avait été suivie par de mauvaises récoltes, et les prix non seulement n'avaient pas baissé comme attendu (et comme promis), mais avaient même augmenté. Dans cette optique, et sans nier le talent de Galiani, et l'adéquation de son style avec une époque qui n'aimait réfléchir qu'en riant, il est compréhensible que le succès fut considérable.

« Depuis l'instant qu'il est devenu public, écrit Melchior Grimm, tout le monde se l'arrache : le patriarche de Ferney suspend ses travaux apostoliques ; nos philosophes quittent la table et négligent l'Opéra-comique ; la femme sensible, son amant ; la coquette, la foule qui s'empresse autour d'elle ; la dévote, son directeur ; l'oisif, son désœuvrement ; tous et toutes veulent rester en tête-à-tête avec notre charmant abbé ; l'Economiste seul pâlit, écume et s'écrit : c'en est fait de mes Apocalypses. »¹⁵

Arrivés au bon moment, les *Dialogues* de Galiani profitèrent aussi de la haine qu'avait l'abbé Terray, alors Contrôleur général des finances en France, pour les défenseurs de la libéralisation totale, afin de se diffuser davantage. Non seulement le gouvernement aida activement les ventes du livre, mais quand l'année suivante Morellet voulut publier une réfutation, son ouvrage fut immédiatement interdit. Parurent néanmoins des comptes-rendus critiques dans les *Éphémérides du Citoyen*, notamment par Dupont de Nemours, et deux livres de réfutation : les *Récréations Économiques, ou lettres à M. le Chevalier de Zanobi, principal interlocuteur des Dialogues sur le commerce des blés* (1770) par l'abbé Roubaud, et *De l'intérêt général de l'Etat, avec la réfutation d'un nouveau système publié en forme de Dialogues sur le commerce des blés* (1770) par Mercier de la Rivière, autre physiocrate.

On pourrait croire, à partir de ces éléments, qu'il s'agissait d'une controverse habituelle entre un partisan du protectionnisme et des partisans du libre-échange. Il s'agissait pourtant de bien autre chose. Les intentions de la dispute, d'abord, méritent d'être abordées, car elles sont peu communes pour un économiste. « Avec

¹³ Louis Abeille, *Principes sur la liberté du commerce des grains*, Paris, 1768, pp.44-45

¹⁴ Diderot avait insisté pour que Galiani publie ses *Dialogues*, et avait révisé et corrigé le texte avec Mme d'Épinay. Diderot écrivit à Mademoiselle Volland : « Je me suis prosterné devant lui pour qu'il publiât ses idées. Je ne l'ai jamais écouté de ma vie avec autant de plaisir. » (cité dans Galiani, *Cor.*, 1, 1881, note 1 p. 70)

¹⁵ Grimm, *Correspondance*, 1^{er} janvier 1770, édition Tourneux, Paris, 1878, p.418 ; Cité dans *Condillac économiste*, par Auguste Lebeau, Paris, Guillaumin, 1903, p.22

ce livre, expliquera Galiani dans sa correspondance privée, je ne voulais qu'amuser mes amis » (lettre à M. Pellerin, 24 mars 1770, Cor., T.1, pp.85-86) En outre, la morale de son histoire n'était peut-être pas celle que le lecteur en aura retiré, et même à ses amis Galiani n'aura de cesse de réclamer de faire attention à ce qu'il n'écrit pas, et « lire aussi le blanc des ouvrages ». Ainsi, quand Morellet dit préparer une réfutation des *Dialogues*, Galiani écrit à Mme d'Épinay :

« Il [Morellet] s'apercevra à la deuxième ou à la troisième lecture de l'ouvrage, que le chevalier Zanobi ne croit ni ne pense un mot de tout ce qu'il dit ; qu'il est le plus grand sceptique et le plus grand académique du monde ; qu'il ne croit rien, en rien, sur rien, de rien. Mais de grâce, madame, ne lâchez pas ce mot qui est la clef du mystère. Attendons et amusons-nous à voir combien de temps Paris restera sans m'entendre et à s'échauffer sur une question interminable. » (lettre à Mme d'Épinay, 27 janvier 1770, Cor., 1, p.57)

En effet, les économistes français s'échauffaient sur ses *Dialogues*, qui paraissaient, et qui étaient en effet une critique vigoureuse de leurs principes libre-échangistes. Les avaient-ils mal lu ? C'est ce dont se plaindra Galiani, qui parlait tout le temps dans sa correspondance de l'époque ce que ses *Dialogues* avaient été mal compris, et qu'il n'y avait pas dit ce qu'on croyait qu'il avait dit.

« Je ne cesse de m'étonner que les économistes n'aient pas entendu mon livre, que l'impôt que je veux établir sur l'exportation et l'importation ne doit pas être éternel, mais destiné uniquement à racheter les péages et les droits des halles aliénés, après quoi on pourra le diminuer de beaucoup. L'exportation ne l'emportera pas autant sur la circulation intérieure, d'abord que celle-ci sera facilitée. Il est vrai que je ne me suis pas assez expliqué sur cela ; mais j'ai écrit si à la hâte le dernier dialogue, la veille de mon départ, que je m'étonne moi-même qu'il ne soit pas plus mauvais qu'il n'est. » (Lettre de Galiani à M. Baudouin, 26 avril 1770, Cor., 1, pp.103-104)

« On m'a cru le seul, le premier, le plus redoutable adversaire de l'exportation, et on me dit les plus grossières injures à ce titre, quoique assurément personne n'ait mieux, ni avec plus d'énergie loué l'édit et la liberté. » (Lettre de Galiani au comte de Schomberg, 19 mai 1770, Cor., 1, p.148)

« On est encore trop loin de pouvoir établir une libre exportation. Ceux qui l'ont voulu avec enthousiaste précipitation, étourderie, la feront absolument manquer et replongeront la France dans la plus affreuse servitude ; et vous le voyez déjà, le peuple invoque le despotisme à son secours. » (Lettre de Galiani au comte de Schomberg, 19 mai 1770, Cor., 1, pp.149-150)

« Quand tout Paris réuni n'aurait pas entendu mon livre, je suis sûr que vous l'entendez, et vous me rendrez la justice d'avouer à toute la France que la liberté et l'exportation n'ont eu, jusqu'à cette heure, d'autre véritable ami que moi. Vous trancherez le mot, et vous direz au public qu'on l'avait trompé et indignement abusé par un édit illusoire où l'on faisait semblant d'accorder une liberté illimitée, pendant qu'en effet on n'en accordait aucune. On faisait semblant de permettre la libre circulation intérieure ; mais on laissait subsister tous les droits, les péages, les entraves qui l'interceptaient : on promettait de les ôter, mais on n'y destinait aucun fonds, on

ne songeait à aucun moyen pour opérer ce bien. On se donnait les airs en même temps d'accorder une exportation illimitée, mais on en fixait le taux à 12 liv. 10 sols par quintal, et cette petite restriction a suffi pour fermer le port de Nantes et tout le cours de la Loire pendant trois ans. Elle a suffi pour ramener l'arbitraire, les permissions particulières, la faveur aux vivriers, la défense aux honnêtes marchands, etc. C'est moi, oui c'est moi, qui me suis récrié le premier sur cette surprise.

Lorsque vous aurez mis au grand jour le véritable plan de mon livre, mon système, mes conseils, donnés à la France, vous aurez, mon cher abbé, morfondu celui qui m'a écrit cette étrange lettre que j'ai reçue, qui me dit du plus grand sang-froid : *Vous êtes très décidé contre la liberté. J'offre le combat ; nous nous entendons très bien l'un et l'autre.* En vérité, s'il entend de même tout mon livre, il ne m'entend guère. Je vous le répète, j'ai eu le malheur d'être obscur. Cependant, je me flattais que vous, au moins, vous m'auriez entendu ; et pour ôter tout équivoque, je vous l'avais répété dans ma lettre. Je suis pour et non contre, comme le chevalier Zanobi. Oui, je suis pour, et tout mon livre vise à ce pour, mais je le suis sans fanatisme, parce que le fanatisme ou l'enthousiasme ne m'a jamais paru bon à rien qu'à faire une émeute. Voilà la seule différence entre les économistes et moi, leurs principes et les miens. » (Lettre de Galiani à l'abbé Morellet, 26 mai 1770, *Cor.*, 1, p.98)

Voilà donc quelqu'un de bien étrange que ce monsieur, que l'on croit adversaire, et qui se croit allié. S'il était pour, pourquoi ne l'avait-il pas dit ; et si, après avoir livré un livre impropre au public, il s'en était aperçu, pourquoi ne pas avoir rectifié le tir, et expliqué au peuple que son texte avait ligué contre les partisans de la liberté du commerce, que lui n'était pas adversaire de leur principe ?

La réponse malheureusement, réside dans une querelle de personne. Car avec ce livre, au fond, Galiani ne souhaitait pas d'abord disputer des principes, sur lesquels, il le reconnaissait, il était d'accord. Il voulait plutôt mener la controverse avec les économistes de l'époque, les physiocrates, qu'il haïssait, et qu'il surnommait avec quelque ironie « les Badots, les Ponts et les Rivières », en référence à l'abbé Baudeau, à Dupont de Nemours, et à Mercier de la Rivière. Voici donc, en vérité, sa motivation principale, et sa source de satisfaction :

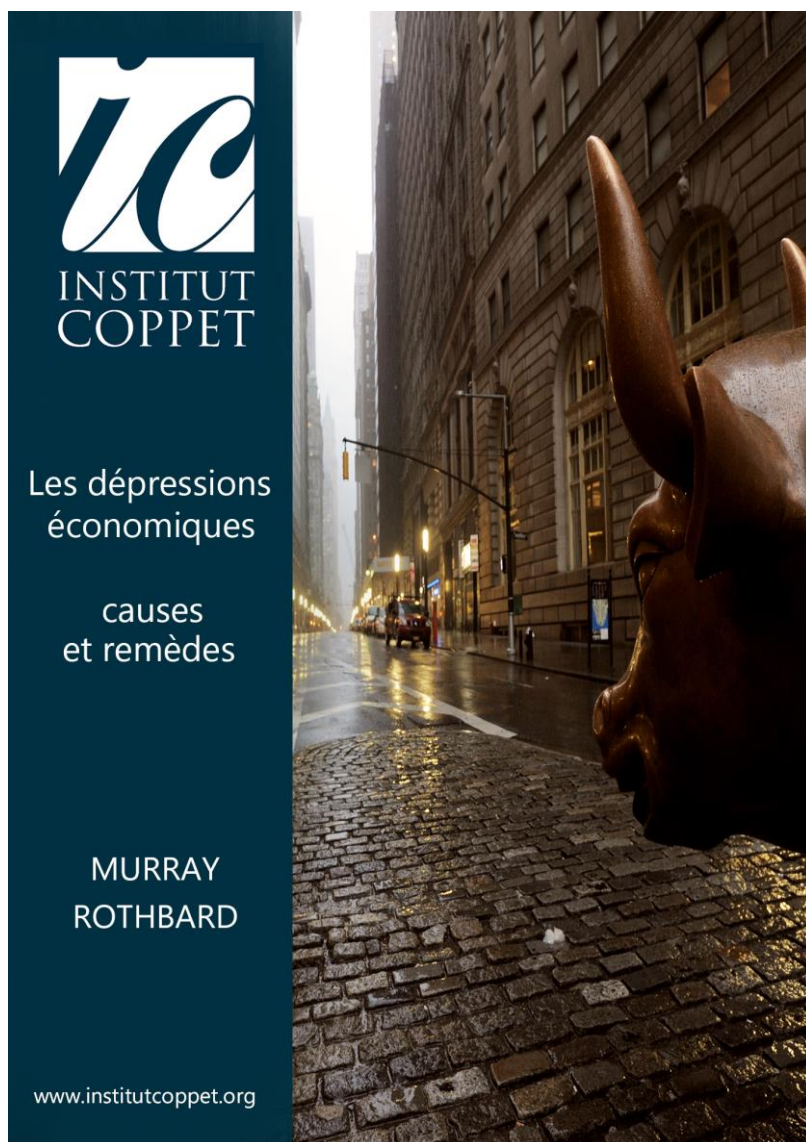
« Je ne procurerai aucun changement dans l'administration des blés ; mais, au moins, j'ai réussi à faire découvrir que les gens que j'estimais pour la pureté de leurs intentions économiques, et qui paraissaient philosophes, sont une véritable petite secte occulte, avec tous les défauts des sectes, jargon, système, goût pour la persécution, jargon, système, goût pour la persécution haine contre les externes, clabaudement, méchanceté, petitesse d'esprit. Ils sont les véritables jansénistes de saint Médard de la politique. Ils seraient à craindre, s'ils n'avaient pas pris le parti de faire dans le genre ennuyeux. (Lettre de Galiani à M. De Sartine, 27 avril 1770, *Cor.*, I, pp.113-114)

« Dupont achève de me prouver ce que j'avais depuis longtemps soupçonné, que les économistes sont une véritable secte d'Illuminés. Ils ont des prophéties, des fables, des visions, et par-dessus tout cela l'ennui narcotique. [...] Quesnay ne rejette du nombre de ses disciples aucun imbécile, pourvu qu'il soit enthousiaste. » (Lettre de Galiani à Mme D'Épinay, 5 mai 1770, *Cor.*, 1, p.131)

« Les économistes croyaient qu'avec quatre mots vagues et une douzaine de raisonnements généraux, on savait tout, et je leur ai prouvé qu'ils ne savaient rien. »
(Lettre de Galiani à Mme d'Épinay, 6 novembre 1773, *Cor.*, II, pp.274-275)

Au final, Galiani avait voulu plaisanter pour causer la perte des économistes physiocrates, et de ce point de vue, il a réussi. Malheureusement, ce n'était pas un sujet pour plaisanter. Vingt-cinq années plus tard, c'est à cause de la cherté du pain, notamment, qu'on prenait la Bastille. Ainsi, si cet aperçu historique avait une morale, une conclusion pour le lecteur contemporain, ce serait celle-ci : les sujets économiques sont d'une importance capitale ; ils conditionnent beaucoup, et marquent la vie des gens. Il ne faut jamais les aborder en plaisantant.

B.M.



Murray Rothbard

Les dépressions économiques : causes et remèdes

Traduction inédite par Marc Lassort,
Chercheur-associé à l'Institut Coppet

[À télécharger gratuitement au format numérique](#)

 **INSTITUT
COPPET**

Les excès d'une vertu

Paul Laffitte et le paradoxe de l'égalité

En cherchant l'égalité, nous l'avons perdu ; en voulant l'accroître, nous l'avons fait disparaître. Nous l'avons transformé en *égalitarisme*, et donc en paradoxe. Cette pensée, ce combat, tout incongru, tout provocant qu'il soit, mobilise le démocrate contre les abus de la démocratie, et le républicain contre les abus de la république. Ce combat, l'économiste Paul Laffitte l'a mené ; il est donc ici mobilisé pour fournir la critique du « paradoxe de l'égalité » : le présent article développera les idées de cet économiste français concernant le système démocratique, où il voyait une exagération et une perversion du principe de l'égalité.

Si nous savons tous que le dix-huitième siècle fut une époque de découverte de l'idéal de la liberté, nous sous-estimons souvent les effets du développement parallèle de l'idéal de l'égalité, sa trajectoire ultérieure, et ses conséquences durables sur nos conditions politiques et économiques contemporaines. Il n'est pas rare que, de nos jours, on porte atteinte à la liberté en la croyant fatalement destructrice de l'ordre social ; qu'on soit réservés devant des idées comme le libre-échange ou la libéralisation de certaines industries ; qu'enfin, on rejette les intellectuels porteurs de ces idées comme des « ultra-libéraux », avec tout le mépris et la haine qu'on fait joindre d'habitude à ce terme.

À l'inverse, l'idéal de l'égalité souffre de peu de contestation. Plus encore : non contents de l'avoir, ce semble, garanti en droit, nous en cherchons la trace partout, nous voulons la faire grandir partout. C'est là que le message de l'économiste Paul Laffitte peut nous intéresser et nous servir : à cette tendance, qu'il décelait déjà à la fin du dix-neuvième siècle, il répond : ceci n'est pas l'égalité, ceci est l'excès, la perversion, l'abus de l'égalité ; pire : ceci est le *paradoxe* de l'égalité.

Il faut faire remarquer en effet que, tout comme les adversaires du libéralisme ne sont jamais des adversaires de l'idée de la liberté, les adversaires de l'égalitarisme, ou de l'excès d'égalité, ne sont jamais opposés au principe même de l'égalité. Chacun, dans l'un comme dans l'autre cas, utilise une définition différente de la notion qu'il

défend ou qu'il critique, et ne peut être compris qu'en fonction de ce choix de définition.

Dans le cas de notre auteur, il est tout à fait certain que nous n'avons pas devant nous un adversaire de l'égalité, ni, d'ailleurs, un adversaire de la démocratie. Dès les premières pages de son ouvrage, Laffitte indique d'ailleurs très clairement les mérites de l'idée d'égalité, et n'a aucun mal à en faire l'éloge :

« Pendant des siècles, l'idée égalitaire a été un admirable véhicule de progrès. C'est elle qui a protégé le faible contre le fort ; c'est elle qui a relevé la femme, affranchi l'esclave, arraché le serf à la glèbe, aboli les privilèges de naissance et de caste ; c'est elle qui a mis l'instruction, la justice, tout ce qui fait le prix et la dignité de la vie, à la portée du plus obscur et du plus chétif. » (p.IV) ¹⁶

Il est inutile, dans ces conditions, d'arguer que Laffitte n'était qu'un pâle défenseur de mœurs du passé, et un adversaire de ce grand et noble idéal qu'est l'égalité. En vérité, il le chérissait, et c'est pour cette raison qu'il voulait le protéger contre les abus et contre les exagérations.

« Il en est de l'égalité comme de toutes les idées, de toutes les institutions : au début elles répondent à des besoins légitimes ; elles se développent et se transforment avec le milieu où elles sont nées ; puis elles se corrompent par l'exagération même de leur principe. » (p.IV)

« Aujourd'hui, l'égalité est dans nos mœurs comme dans nos codes. L'idée a triomphé ; mais voici que quelques-uns voudraient la pousser à ses dernières conséquences logiques, au risque d'épuiser la vertu qui est en elle. Ils rêvent l'égalité absolue. Prenons garde : ce n'est plus ici le principe de l'égalité ; c'en est le paradoxe. » (p.V)

Ce paradoxe, cette perversion du principe d'égalité, Paul Laffitte l'observait dans de nombreux domaines, et avant de reprendre par le menu son argumentation quant à l'un d'eux, il est certainement très utile de les reprendre un par un : dans la démocratie, dans l'éducation, dans le service militaire, et dans les relations homme-femme. Voici tous ces paradoxes de l'égalité :

« Dans l'ordre politique, on vous dira que le suffrage de l'ignorant vaut le suffrage de l'homme éclairé, que le silence est le devoir des minorités et que la loi du nombre est la loi suprême : paradoxe, car les intérêts permanents d'une nation sont au-dessus des caprices d'une majorité. » (p.VI)

« En matière d'éducation, on soutiendra que tous les enfants, quelles que soient leurs aptitudes, doivent passer sous un même joug universitaire : paradoxe aussi ; car adapter les programmes à la moyenne des intelligences, c'est forcément abaisser le niveau de l'enseignement public. » (p.VII)

¹⁶ L'édition utilisée tout au long de cet article est : Paul Laffitte, *Le paradoxe de l'égalité*, Paris, Hachette, 1887

« S'agit-il du service militaire, on prétendra imposer à la jeunesse entière trois ans de présence dans la caserne : paradoxe encore ; car dépeupler nos grandes écoles et nos facultés, c'est compromettre le recrutement des professions libérales sans profit pour l'armée. » (p.VII)

« Enfin, on demandera pour la femme une éducation semblable à celle de l'homme, mêmes études, mêmes parchemins : paradoxe toujours ; car, sous prétexte de rendre la femme égale à l'homme, on risque de la rendre inférieure à elle-même. » (p.VIII)

C'est donc partout qu'on décèle ce paradoxe de la liberté. « Il est partout, dans l'atelier, dans la rue, à la tribune, dans les salons : il nous enveloppe comme un nuage gros de tempêtes » argue même Laffitte (p.VIII). Et pour cela, il est dangereux ; et pour cela, il faut le combattre.

S'il faut le combattre, s'il faut le dénoncer, ce n'est pas pour autant qu'il dérive d'un principe entièrement faux. L'égalité est une vertu à défendre ; c'est un idéal positif fort légitime, et fort important. Et en effet, de nombreux progrès sociaux sont nés ou ont été rendus possibles par cette exigence d'égalité. Paul Laffitte, d'ailleurs, est tout à fait d'accord pour le reconnaître : l'égalité a, par le passé, rendu de grands services. Cela ne signifie pas qu'elle ne pourra plus en rendre, mais il faut examiner si c'est l'idéal égalitaire qui aidera la résolution des problèmes modernes, et Laffitte considère que ce n'est pas possible.

« Tant qu'il s'agit de détruire les privilèges, les monopoles, les distinctions arbitraires, les iniquités sociales, l'idée égalitaire a été un merveilleux instrument de combat ; mais l'arme qui a servi pour vaincre ne convient pas toujours pour organiser le pays conquis. C'est précisément notre cas : le problème aujourd'hui est d'organiser la démocratie, et l'idée égalitaire n'y suffit pas. » (p.XIV)

Organiser la démocratie, c'est-à-dire, au fond, faire fonctionner la machine politique que nous avons construite pour remplacer la monarchie absolue, n'est assurément pas une tâche aisée. Par simplicité, nous avons eu recours à l'idée d'égalité, poussée à l'extrême. Nous avons dit : il suffit d'utiliser l'égalité absolue, le suffrage universel où chaque homme vaut une voix. Voici comment nous avons résolu la grande question des droits politiques, du système représentatif, et des droits naturels : nous avons inventé un système qui est « l'expression la plus simple, la plus absolue de l'égalité politique. Combien de têtes ? Combien de votes ? La vérité est du côté des gros chiffres ; il suffit de faire une addition, et tout est dit. » (p.4)

Cela nous paraît naturel, et peu sont choqués de cette égalité absolue. Pourtant, ce n'est pas avec l'égalité absolue, ce n'est pas avec le « combien de tête ? combien de votes ? » que nous résolvons. Ce n'est pas ainsi qu'on procède dans les sciences. « En vain quatre-vingt-dix-neuf imbéciles proclameraient que deux et deux font cinq ; il suffira qu'un moins ignorant dise que deux et deux font quatre, et il aura raison contre les quatre-vingt-dix-neuf. [...] Comment un procédé qui semblerait

absurde, appliqué à un point de mathématiques ou de médecine, est-il accepté tout naturellement quand il s'agit des problèmes les plus complexes de tous, j'entends les problèmes sociaux et politiques ? » (p.5)

Ce système funeste, celui de la démocratie pure, de l'égalité absolue, possède de très nombreux défauts, qu'on trouve compilés dans *Dépasser la Démocratie*, un ouvrage récemment publié par l'Institut Coppet. Nous y renvoyons le lecteur qui voudrait en savoir davantage. Ici, nous pouvons nous contenter d'indiquer que la démocratie n'est pas le pouvoir du peuple, mais de la majorité.¹⁷ En outre, ce serait un vain exercice d'esprit que de supposer cette majorité éclairée, rationnelle, et même dotée d'une quelconque conscience politique. La vérité, nous rappelait déjà Paul Laffitte, est que la démocratie laisse la société dans les mains d'une majorité toujours changeante, toujours passionnée, et toujours volatile :

« Cette majorité, nous l'avons vue se prendre d'enthousiasme pour de nobles causes, pour de chevaleresques entreprises ; mais nous l'avons vue aussi, sans principe et sans règle, flottant au gré de ses passions ou de ses intérêts, étrangère à toute tradition, inconsciente d'elle-même, changer du jour au lendemain les destins du pays. Empire ou république, à quelques mois d'intervalle elle acclame les deux régimes contraires. Hier, elle couronnait de fleurs les arbres de la liberté ; demain, elle se prosternerait devant le dictateur triomphant. Aucune certitude, aucune fixité. Ce qui était vérité devient erreur, ce qui était vertu devient crime : Baudin est tour à tour un héros ou un scélérat ; c'est la majorité qui en décide. Avec un système électoral où le nombre est représenté, et rien que le nombre, tout est possible. Le suffrage universel est une partie de cartes, où à tout coup on peut retourner le roi. » (p.7)

Cela, Paul Laffitte en convient parfaitement, ne signifie pas dire : « Silence à l'ignorant ! Silence au pauvre ! » (p.8), et d'ailleurs, supprimer le suffrage universel serait pour lui une folie. Il faut en revoir l'organisation. Il faut le réformer.

Quelles seraient les conséquences si nous ne le faisons pas ? Il y aurait d'abord le maintien de toutes les tendances fâcheuses du suffrage universel que nous avons déjà évoquées. Il y aurait en outre, selon l'avis de Laffitte, des résultats néfastes additionnels. Le principal, il le nomme d'un terme très nouveau à son époque : le « politicien ».

« Voyez cette nouvelle classe d'hommes qui a surgi au lendemain de nos désastres : on les appelle les politiciens ; le mot et la chose nous sont venus de l'autre côté de l'Atlantique. Le politicien a fait de la politique un métier, comme l'épicerie, mais plus facile : il a étudié les affaires dans la fumée d'un estaminet ; à défaut d'idées, il jongle avec les phrases toutes faites et escamote les lieux communs ; étudiant de quinzième année, médecin sans malades, journaliste sans journal, financier sans finances, il a en lui du Figaro et du Giboyer. Il parle dans les clubs, dans les réunions publiques, et on l'écoute : pourquoi ? Il est « fort en gueule », dirait Molière. Il ne respecte rien chez

¹⁷ « Qu'est-ce que la majorité ? Tout. Qu'est-ce que la minorité ? Rien. La doctrine est simple : c'est en cela qu'elle charme l'école radicale, et c'est en cela qu'elle nous inquiète. » (p.26)

ses adversaires, ni le talent, ni le nom, ni les services rendus ; pas même la vieillesse, car la vieillesse est encore un privilège. Déjà des hommes considérables, des républicains éprouvés hésitent devant tant d'audace : ils ne peuvent s'accoutumer à la diffamation et à l'injure, ils sont près de déserteur la lutte. Dans dix ans, si nous ne nous défendons pas, les politiciens seront les maîtres de la République. Sous prétexte que tous les hommes sont égaux, nous serons gouvernés par une oligarchie de déclassés et de médiocres : voilà le paradoxe de l'égalité. » (pp.20-21)

Voilà ce qu'est, ce que sera, pour Laffitte, l'une des conséquences du suffrage universel. Ce n'est qu'une intuition chez lui, mais il semble comprendre que la démocratie provoque l'arrivée au pouvoir des médiocres.

Que propose notre auteur ? Il veut que le suffrage universel soit balancé par un principe qui respecte la différence des aptitudes, mais comment le mettre en place ? Il ne veut pas du suffrage censitaire, dépendant de la richesse des citoyens ; alors que veut-t-il ?

Pour que le suffrage universel soit conservé, il faut de toute nécessité qu'il « gagne en compétence ».

« J'écris ces pages à la campagne : dans mes promenades à travers de pauvres villages, je vois collés aux murs des débris d'affiches électorales où il est question d'impôt proportionnel ou progressif, de concordat ou de séparation de l'Église et de l'État ; et lorsque je m'adresse, pour lui demander mon chemin, à un paysan qui à peine parle français, je me figure son embarras devant des idées générales où les hommes les plus instruits sont partagés. [...] On demande à ce paysan : "Que pensez-vous de l'impôt sur le revenu, de la liberté des cultes ?" Il n'a aucune opinion sur ces choses : ou il répondra au hasard, ou il ira consulter son voisin plus instruit, le curé, le maître d'école. Plus il aura de bon sens, de droiture naturelle d'esprit, plus il hésitera à se prononcer sur des questions dont il ne sait pas le premier mot ; mais il n'hésitera pas si on lui demande de désigner dans son entourage un homme qui ait sa confiance : ce n'est plus affaire d'opinion, c'est affaire de sentiment, et ici l'individu est seul juge.

Je suppose les habitants d'un village réunis dans la mairie ou la maison d'école. Ils se connaissent les uns les autres ; ils savent que celui-là a derrière lui une longue vie de travail et de probité, que celui-ci a voyagé et vu bien des choses, que cet autre est le plus riche du village ou le plus instruit : ils seront tout portés à mettre leurs intérêts dans les mains de ces trois quatre hommes. C'est le suffrage à deux degrés. » (p.29)

Le suffrage à deux degrés a servi pour désigner les Etats généraux en 1789, et c'est le système en usage aux Etats-Unis. On s'en sert d'ailleurs encore, d'une certaine façon, pour le Sénat. Pourquoi ne plus s'en servir en France ? En 1791, la constitution indiquait le suffrage à deux degrés. Mais dès 1793, on en arriva au suffrage universel ; avons-nous eu raison, avons-nous eu tort ? C'est là une question importante, qui devrait faire réfléchir tous les adversaires de l'« égalitarisme » et ceux qui disent, non sans raison : « méfiez-vous, l'égalité est une chimère ».

C.L.

Protectrice de la science

Mme de Pompadour et les économistes

Il est illusoire et comme impossible de rendre compte de l'émergence de la science de l'économie politique en France sans parler des quelques personnalités qui, en ayant compris toute l'importance, œuvrèrent pour diffuser ses principes et soutenir ses théoriciens face au pouvoir royal. De ces personnalités, nulle ne fut plus influente que Mme de Pompadour. Celle qui était alors la maîtresse officielle de Louis XV, et avait François Quesnay comme médecin personnel, est un exemple fort de l'alliance qui peut se faire entre les économistes et les élites extérieures à la sphère intellectuelle, et des succès d'une telle alliance.

Messieurs, mesdames, vous qui occupez les plus hautes sphères de notre société, vous qui jouissez d'une influence sensible, quelle qu'en soit la raison, vous qui avez la voix qui porte dans de larges couches de la population, daignez jeter sur les matières économiques un œil intéressé. L'objectif de cet article est de vous l'illustrer, de vous le rendre sensible, de vous le prouver : le bonheur des peuples dépend de votre bonne volonté.

Les principes économiques et politiques d'une société libre et prospère sont toujours et seront toujours enfouis et comme cachés dans les ouvrages et les têtes des plus savants. C'est dans l'atmosphère pur des hauteurs de la science qu'ils naissent, et ce n'est pas la moindre des difficultés de les faire redescendre sur terre, pour guider les réformateurs et les citoyens sensibles au bien public.

Quelle influence peuvent avoir, devons-nous donc demander, les élites non-intellectuelles de la France, dans cette diffusion très souhaitable ? C'est là une bien vaste question, c'est l'évidence ; y répondre dans toute son étendue nous ferait rentrer dans des considérations sur la morale économique contenue dans les romans, dans la musique populaire, dans l'art, dans les films : une étude que nous ferons plus tard, ou que nous laissons à de plus capables que nous. ¹⁸

¹⁸ Récemment, l'économiste italienne Rosamaria Bitetti a travaillé dans ce sens et étudié l'idée de la destruction créatrice de la faillite entrepreneuriale dans les films de ces dernières années. L'exposé est disponible en pdf : <http://www.brunoleonimedia.it/public/Mises2012/Papers/Mises2012-Paper-Bitetti.pdf>

Dans les hautes sphères du pouvoir politique, la reconnaissance de l'influence de sa propre personne n'a pas toujours fait naître les désordres de la corruption. À l'époque de la naissance de l'économie politique, plusieurs personnages très influents, comme le margrave de Bade ou Mme de Pompadour, ont aidé activement son développement et sa popularisation. Avec un enthousiasme parfaitement désintéressé, et qui risquait plus de les desservir que de les aider, ils ont participé à l'apparition des questions économiques dans le débat public et à la diffusion des réponses basées sur le marché, sur la liberté, et sur la responsabilité individuelle, au sein de toute la population.

Dans cet article, nous étudierons l'exemple de Madame de Pompadour, qui est responsable de la naissance de l'économie politique scientifique et de son développement en France.

L'histoire retiendra d'abord que la meilleure amie de la science économique fut une femme d'une incomparable beauté. Avant qu'elle ne devienne la maîtresse officielle de Louis XV, Voltaire, parlait d'elle en ces termes : « Elle était élevée, sage, aimable, remplie de grâces et de talent, née avec du bon sens et du cœur. »¹⁹ Une fois à Versailles, elle continua à briller et à séduire. « Tout homme aurait voulu l'avoir pour maîtresse. » commenta Dufort de Cheverny.²⁰ Et en effet, c'est le Roi lui-même qui fut charmé et qui en fit sa favorite.

Madame de Pompadour, d'abord Jeanne-Antoinette Poisson, était née à Paris en 1720. Son père, François Poisson, opérant dans la finance, ne lui avait pas fourni un titre très reluisant. Privée d'origine noble, à une époque où on cherchait à faire remonter la pureté de son sang jusqu'au XI^e siècle, Mme d'Étiolles subirait violemment les attaques des jaloux de la cour, qui la traitait comme on traitait son père et les gens de sa condition. C'est peut-être aussi ce trait qui expliquera son attachement aux penseurs qui réclamaient pour tous les hommes l'égalité en droit.

Son père, bien que de condition roturière, était pourtant à la tête d'une jolie fortune, estimée à plus de 100 000 livres. Au milieu des années 1720, de maigres récoltes compliquèrent l'approvisionnement en vivres de Paris, un problème que M. Poisson fut chargé de résoudre, missionné par le contrôleur général des finances de l'époque, Charles-Gaspard Dodun. On l'accusa alors de spéculer sur les prix du blé. Il fut même condamné à mort pour ce motif, et s'enfuit de France pour éviter cette peine. Là encore, il faut refuser le caractère anecdotique de cet événement, quand on sait avec quelle vigueur Mme de Pompadour soutint les économistes dans leur bataille pour la libéralisation du commerce du blé.

La jeune Jeanne-Antoinette Poisson, après cinq années passées au couvent des Ursulines de Poissy, se lança dans le chant, la danse, et le théâtre. À seize ans, elle

¹⁹ Voltaire, *Mémoires*, publ. par J. Hellegouarc'h, Paris, 1998, p.105

²⁰ Dufort de Cheverny, *Mémoires*, éd. Guicciardi, p.97

jouait dans le *Zaïre* de Voltaire. Elle fut alors invitée dans les salons, et s'inséra peu à peu dans la société mondaine, taisant ses origines roturières et les méandres de la vie de son père. En mars 1741, elle se maria avec Charles-Guillaume Le Normand d'Etiolles, et devint Mlle d'Etiolles. Elle le quitta après sa rencontre avec le Roi Louis XV ²¹, et abandonna à nouveau son nom d'Etiolles pour celui de Pompadour, du nom des terres (la seigneurie de Pompadour, dans le Limousin) que le Roi lui offrit en même temps que des lettres d'anoblissement.

Installée à Versailles, Mme de Pompadour pouvait mener grande vie. Elle avait des domestiques, et de larges sommes étaient allouées pour ses dépenses et ses frivolités. Parmi ses domestiques figuraient Mme du Hausset, sa femme de chambre. ²² Mme de Pompadour reçut aussi un médecin personnel, et le Roi lui attribua celui qui avait, d'ailleurs, son propre médecin personnel : le chirurgien François Quesnay.

François Quesnay s'installa donc dans l'entresol des appartements de Madame de Pompadour. À cette époque, la chirurgie avait déjà commencé à lasser son esprit éternellement curieux, et son intérêt se porta sur les questions économiques. Si ce médecin fut amené à écrire pour l'Encyclopédie, puis à réunir autour de lui des penseurs intéressés par l'économie politique, sans doute faut-il y voir l'influence de Mme de Pompadour. Elle qui jouissait de sa compagnie quotidienne avait très bien senti l'intérêt de son médecin pour cette nouvelle science, et, c'est là son grand mérite, elle sentit l'importance de ces matières et le talent qu'avait Quesnay pour les traiter. C'est elle qui l'incita à franchir le pas. Comme le notait une de ses biographes, « Madame de Pompadour encouragea Quesnay à publier ses vues novatrices en économie, et à maintenir des liens avec la sphère intellectuelle parisienne. » ²³

Quesnay, son compagnon quotidien, n'avait de cesse de s'en remettre à elle, de quelque manière que ce soit. Pour présenter et rendre tout à fait clair la logique de son *Tableau économique* — qui venait d'être publié par les presses royales, et sous les yeux du Roi —, Quesnay eut recours à une métaphore, et la fonda, tout naturellement, sur la personnalité de sa protectrice. Le surplus tiré de l'agriculture, expliqua-t-il, se diffusait à travers toute l'économie et toutes les classes d'hommes

²¹ Louis XV, marié depuis l'âge de 15 ans à la polonaise Marie Leszcinska, avait fini par se lasser et par accepter de prendre une favorite, comme c'était l'usage. De 1732 à 1735, ce fut Mme Mailly. En 1742, elle trouva une remplaçante en la personne de Mme de la Tournelle, puis, elle à nouveau fut remplacée par Mme de Pompadour.

²² Madame du Hausset, dont on sait peu de chose, était devenue veuve et se résigna à prendre un poste de femme de chambre. Elle fut celle de Madame de Pompadour, qui l'appréciait beaucoup, et pour qui elle servit de véritable confidente. Elle prit l'habitude, à Versailles, de consigner par écrit les faits marquants de son activité auprès de Mme de Pompadour, dans des cahiers qui furent plus tard édités sous le titre : *Mémoires de Madame du Hausset, femme de chambre de Madame de Pompadour* (Paris, Baudouin Frères Editeur, 1824). Ces mémoires sont une source d'information unique, et par cela même précieuse, pour comprendre l'importance du rôle joué par Mme de Pompadour auprès des philosophes et des économistes qui tâchaient de diffuser en France ce nouvel idéal de la liberté humaine.

²³ Christine Pevitt Algrant, *Madame de Pompadour : Mistress of France*, Grove Press, 2003, p.80

de la nation, « comme le sang se diffuse à travers les veines de Madame de Pompadour. »²⁴

Le soutien de Mme de Pompadour pour François Quesnay, et pour l'école économique que celui-ci ne tarda pas à former, s'illustra de manière presque quotidienne. Non contente d'abriter les discussions libres et passionnées de ces ardents défenseurs du libéralisme économique, elle n'hésitait pas à se joindre à eux à l'occasion, et à les soutenir publiquement devant le Roi. La description de sa complicité avec Quesnay et le cercle des hommes de lettres qu'il côtoyait nous est fournie par Marmontel :

« Tandis que les orages se formaient et se dissipait au-dessous de l'entresol de Quesnay, il griffonnait ses axiomes et ses calculs d'économie rustique, aussi tranquille, aussi indifférent à ces mouvements de la cour, que s'il en eût été à cent lieues de distance. Là-bas on délibérait de la paix, de la guerre, du choix des généraux, du renvoi des ministres, et nous, dans l'entresol, nous raisonnions d'agriculture, nous calculions le produit net ou quelquefois nous dînions gaiement avec Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon ; et madame de Pompadour, ne pouvant pas engager cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, venait elle-même les voir à table et causer avec eux. »²⁵

Elle agissait ainsi en suivant ce qui était certainement ses goûts, mais aussi son devoir, comme l'avait défini Bernis auprès d'elle : il l'avait enjoint de « protéger les gens de lettres », car « ce fut eux qui donnèrent le nom de Grand à Louis XIV. »²⁶ C'est ainsi qu'elle protégea Voltaire, puis Quesnay et les économistes.

Elle avait pourtant peu d'intérêts à le faire, et ce sera pour elle une vraie source de difficultés. Elle fut par exemple bien embarrassée lorsque l'ouvrage de Mirabeau, *La Théorie de l'Impôt*, que Quesnay avait tellement marqué de son empreinte qu'il en était comme le co-auteur, fut interdit par la censure royale. Elle tâcha de convaincre le Roi d'être clément, comme le raconte, encore une fois, Mme du Hausset :

« Un jour je trouvai Quesnay au désespoir. « Mirabeau, me dit-il, est à Vincennes, pour son ouvrage sur l'impôt. Ce sont les fermiers généraux qui l'ont dénoncé, et qui l'ont fait arrêter ; sa femme doit aller aujourd'hui se jeter aux pieds de madame de Pompadour. » Quelques moments après, j'entrai chez madame pour sa toilette, et le docteur y vint. Madame lui dit : « Vous devez être affligé de la disgrâce de votre ami Mirabeau, et j'en suis fâchée aussi. » Quesnay répondit : « Madame, je suis bien loin de lui croire de mauvaises intentions ; il aime le roi et le peuple. — Oui, dit-elle, son Ami des hommes lui a fait beaucoup d'honneur. » En ce moment entra le lieutenant de police, et madame lui dit : « Avez-vous vu le livre de M. de Mirabeau ? — Oui,

²⁴ E. Ray Canterbury, *A Brief History of Economics : Artful Approches to the Dismal Science*, World Scientific Publishers, 2011, p.43

²⁵ Marmontel, *Mémoires d'un père pour servir à l'instruction de ses enfants*, in *Œuvres posthumes*, Tome II, Paris, 1804, p.34

²⁶ SOURCE ; cité dans Evelyne Lever, *Madame de Pompadour*, Perrin, 2003 p.58

madame ; mais ce n'est pas moi qui l'ai dénoncé. — Qu'en pensez-vous, lui dit madame? — Je crois qu'il aurait pu dire une grande partie de ce qu'il a dit en termes plus ménagés, il y a entre autres deux phrases au commencement : Votre majesté a vingt millions d'hommes plus ou moins ; elle ne peut en obtenir des services qu'à prix d'argent, et il n'y a point d'argent pour payer leurs services. — Quoi ! il y a cela, docteur ? dit madame. — Cela est vrai, ce sont les premières lignes, et je conviens qu'elles sont imprudentes ; mais, en lisant l'ouvrage, on voit qu'il se plaint de ce que le patriotisme s'éteint dans les cœurs, et qu'il voudrait le ranimer. » Le roi entra, nous sortîmes, et j'écrivis sur la table de Quesnay ce que je venais d'entendre. Je revins ensuite pour continuer la toilette, et madame me dit : « Le roi est fort en colère contre Mirabeau, mais j'ai tâché de l'adoucir, et le lieutenant de police a fait de même. »²⁷

Malgré ces sources de difficultés, elle continua à les soutenir, et ce jusqu'à sa mort. Les physiocrates, naturellement, lui en furent toujours très reconnaissants, comme le prouve la très élogieuse dédicace qui lui est adressée par Dupont de Nemours dans l'un de ses écrits. Sans doute n'est-il pas excessif, pour clôturer cet article, de la citer dans son intégralité :

À MADAME LA MARQUISE DE POMPADOUR²⁸

MADAME,

J'ai entrepris de traiter une matière si intéressante pour la Nation, et si conforme à vos vues pour le bien public, que j'ai cru pouvoir aspirer à l'honneur de vous présenter mon travail. La protection décidée que vous accordez à ceux qui s'appliquent à l'étude de la Science économique, lui assurait en quelque façon le droit de paraître sous vos auspices ; et vous avez daigné en recevoir l'hommage.

Vous avez vu naître, MADAME, cette Science importante et sublime avec laquelle on pèse le destin des Empires, dont la félicité sera toujours plus ou moins grande, en raison de ce qu'on s'y attachera plus ou moins à l'observation de l'ordre invariable que la nature a mis dans la dépense et dans la reproduction des richesses : la justesse de votre esprit vous en a fait sentir les principes, la bonté de votre cœur vous les a fait aimer, et c'est à vous que le Public en doit la première connaissance, par l'impression que vous avez fait faire, chez vous et sous vos yeux, du *Tableau économique* et de son explication.

Cette précieuse anecdote vous a acquis des droits sacrés sur la bénédiction des Peuples ; quelles marques plus touchantes de leur reconnaissance que les inquiétudes et les alarmes qui se sont répandues sur tous les ordres des Citoyens pendant la maladie cruelle qui a paru menacer vos jours.

²⁷ *Mémoires de Madame du Hausset*, pp.93-94

²⁸ Dédicace dans Dupont de Nemours, *De l'exportation et de l'importation des grains*, Mémoire lu à la société Royale d'Agriculture de Soissons, par Dupont de Nemours, Paris, 1764

Voilà, MADAME, l'encens véritablement flatteur pour une âme élevée, il était digne de vous.

Je suis avec respect, MADAME,

Votre très humble et très obéissant
serviteur Du Pont, de la Société Royale
d'Agriculture de Soissons.

B.M.

*« Il ne s'agit pas d'édifier à grand peine des institutions libérales,
il s'agit d'avoir encore des hommes libres à mettre dedans. »*

Georges Bernanos



**Institut de
Formation
Politique**

L'Institut de Formation Politique est le premier institut qui forme les jeunes aux idées et à l'action politiques. Il organise à cette fin des séminaires intensifs dédiés aux étudiants.

Les séminaires de formation de l'IFP visent à stimuler l'engagement des participants, à leur offrir la possibilité d'approfondir leurs convictions, et à leur permettre de promouvoir leurs idées grâce aux techniques d'argumentation et d'organisation.

Les séminaires de l'IFP permettent aux participants :

- * De mieux connaître les fondements intellectuels de leur famille de pensée
- * D'améliorer leur pratique de l'argumentation oratoire
- * D'acquérir les connaissances de base de l'action associative et politique

Les séminaires apprennent également à agir sur un campus universitaire, s'exprimer en public, créer et financer un projet associatif ou politique, développer un réseau associatif, attirer l'attention des médias, faire pression sur les décideurs, *etc.*

www.ifpfrance.org

La Fontaine, économiste

Les leçons d'économie derrière les fables

Il n'est pas inhabituel pour des historiens de la pensée économique de rechercher chez les plus anciens de nos philosophes, ou chez quelques-uns de nos romanciers, les traces d'une réflexion économique ou les modalités de traitement, dans leurs œuvres, des questions strictement économiques. Il est pourtant rare qu'ils jettent leurs regards sur des auteurs de poésies, de contes, ou de fables. Alors, avant qu'on se mette à écrire, un jour peut-être, *The Economics of Alice in Wonderland* ou d'autres études économiques du même registre, nous livrons ici une analyse des principes économiques contenus dans les fameuses *Fables* de La Fontaine.

Jean de La Fontaine n'était certainement pas un économiste. Il vécut d'ailleurs à une époque où elle était encore dans les langes, et ce n'est pas ce fameux écrivain qui l'en a sorti. Et pourtant, derrière ses fables, et, pour ainsi dire, dans le blanc de ses ouvrages, nous trouvons nombre de propos de nature économique, ou qui adressent des questions normalement étudiées par les économistes.

La première, et la plus fondamentale, naît de son étude de la pauvreté et de ses moyens de la soulager, qui est un thème qui revient souvent dans son œuvre. Ce n'est pas à la providence, nous explique-t-il, ce n'est pas non plus à l'intervention d'une puissance salvatrice comme le gouvernement, qu'il convient selon lui de s'en remettre. « Aide-toi, le ciel t'aidera » rappelle-t-il avec force. (VI, 18) ²⁹ L'outil ultime par lequel l'homme peut parvenir à satisfaire ses besoins n'est donc pas l'éternelle imploration. Qu'est-ce donc ? Quels sont les outils dont l'homme, faible par sa constitution, dispose non pour être heureux, non pour jouir, mais pour survivre, car :

« Sots qui ne voient pas que le plus grand des soins
Ce doit être celui d'éviter la famine... » (III, 6.)

Quels sont ces outils ? La Fontaine nous indique le principal, et celui que les économistes après lui n'auront de cesse de célébrer : le travail. « Le travail annuel

²⁹ Nous ne donnerons les références des fables de La Fontaine que sous cette forme abrégée, qu'il faut lire ainsi : Livre VI, Fable 18.

d'une nation, écrira Adam Smith en tête de son célèbre ouvrage, est la source primitive d'où elle tire toutes les choses propres aux besoins et aux commodités de la vie ». ³⁰ Jean de La Fontaine n'en fait certainement pas la base, comme Smith, de la valeur des choses, et, de ce point de vue, il était davantage partisan de l'approche subjectiviste : la valeur d'un produit naît du besoin qu'on en a. Mais le travail, il le célèbre, il le vante, il le promeut. Dans sa fable « Le laboureur et ses enfants », il décrit même le travail comme un « trésor ». Voici ses mots :

« Travaillez, prenez de la peine ;
C'est le fonds qui manque le moins.

Un riche laboureur, sentant sa mort prochaine,
Fit venir ses enfants, leur parla sans témoins
Gardez-vous, leur dit-il, de vendre l'héritage
Que vous ont laissé nos parents :
Un trésor est caché dedans.
Je ne sais pas l'endroit, mais un peu de courage
Vous le fera trouver : vous en viendrez à bout.
Remuez votre champ, dès qu'on aura fait l'oût ;
Creusez, fouillez, bêchez, ne laissez nulle place
Où la main ne passe et repasse.
Le père mort, les fils vont retourner le champ,
Deçà, delà, partout ; si bien qu'au bout de l'an,
Il en rapporta davantage.
D'argent, point de caché ; mais le père fut sage
De leur montrer avant sa mort
Que le travail est un trésor. »
(V, IX)

C'est là, chez La Fontaine, un thème récurrent. Il n'a de cesse de le dire dans différentes fables : le travail enrichit, bien sûr, mais le travail fait davantage, il libère, il soulage, il moralise. C'est donc là, au fond, le conseil qu'il donne aux miséreux de son époque, et aux réformateurs qui voulaient s'occuper de leur sort : le travail est la meilleure solution à l'extinction du paupérisme. Il écrit par exemple :

« Quatre chercheurs de nouveaux mondes
Presque nus, échappés à la fureur des ondes,
Un trafiquant, un noble, un pâtre, un fils de roi,
Réduits au sort de Bélisaire,
Demandaient aux passants de quoi
Pouvoir soulager leur misère...
Ils s'assirent enfin au bord d'une fontaine :
Là, le conseil se tint entre les pauvres gens,
Le prince s'étendit sur le malheur des grands.
Le pâtre fut d'avis qu'éloignant la pensée
De leur aventure passée,

³⁰ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction par G. Garnier, 1802, p. 5

Chacun fit de son mieux et s'appliquât au soin
De pourvoir au commun besoin
La plainte, ajouta-t-il, guérit-elle son homme ?
Travaillons : c'est de quoi nous mener jusqu'à Rome. » (X, 16)

De sa défense du travail, que nous avons vu vigoureuse, et tout à fait sensée, naît aussi, et tout naturellement, une défense de l'épargne. L'épargne permet de se garantir contre les aléas de la vie ; elle protège de la misère passagère ; elle seule permet l'autonomie véritable. En somme, elle est une vertu. Est-il besoin, pour prouver ces développements sur la pensée de La Fontaine, de citer la Cigale et la Fourmi, pour le prouver ? Nous la croyons trop connue. Citons plutôt une autre fable, d'ailleurs encore plus éloquente de ce point de vue. La Fontaine y explique la nécessité de faire des réserves, de remplir ses greniers et son armoire de denrées. Là encore, on retrouvera, d'ailleurs, une célébration du travail :

« Quand vous mourrez de faim,
De froid, de langueur, de misère,
Quand Phébus régnera sur un autre hémisphère,
Alors, je jouirai du fruit de mes travaux :
Je n'irai, par monts, ni par vaux,
M'exposer au vent, à la pluie ;
Je vivrai sans mélancolie :
Le soin que j'aurai pris de soins m'exemptera.
Je vous enseignerai par-là
Ce que c'est qu'une fausse ou véritable gloire.
Adieu ; je perds mon temps ; laissez-moi travailler :
Ni mon grenier, ni mon armoire,
Ne se remplit à babiller. » (IV, 3)

On le voit, le travail et l'épargne sont de grandes vertus. L'enrichissement même n'est pas condamné par La Fontaine, et c'est toujours positivement qu'il présente ses animaux qui travaillent, qui s'enrichissent, et qui amassent des produits. Néanmoins, s'il défend l'épargne, s'il la glorifie même, ce n'est jamais au prix de défendre l'avarice. Elle est « compagne et sœur de l'ignorance » (X, 5) assène-t-il quelque part. Une autre fois il adresse la question directement, se moque de la stupidité de l'accumulation pour l'accumulation, et conclut : « L'avare rarement finit ses jours sans pleurs. » (IX, 15)

À la manière d'Adam Smith, qui vantait le travail pour ensuite défendre, immédiatement, la nécessité et l'efficacité de sa *division*, La Fontaine proclame aussi les vertus de la division du travail. Le travail est une vertu, oui, mais l'organisation sociale nécessite que chacun, comme le disait déjà Platon, « ne fasse qu'une chose, celle à laquelle il est propre » :

« République prudente et sage
De ses moindres sujets sait tirer quelque usage,
Et connaît les divers talents.

Il n'est rien d'inutile aux personnes de sens. »
(Fables, Livre V, Fable XIX, « Le lion s'en allant en guerre »)

La hauteur morale de La Fontaine lui fait comprendre la nécessité de toutes les activités productives de la société, et leur utilité pour la prospérité de la nation. « On a toujours besoin d'un plus petit que soi » rappelle-t-il dans une phrase restée célèbre. Mais pour autant, il se fait le partisan de l'ordre, et, plus encore, de la hiérarchie. La société doit être hiérarchisée : elle doit avoir une tête, c'est-à-dire des classes dirigeantes, ou une élite. C'est ce qu'il explique dans une fable amusante, où il met en scène l'élite de la société, avec le bas peuple, et où, avec une inspiration presque marxiste, il suppose que les basses classes de la société (la queue) voudraient renverser les élites (la tête) :

« La tête avait toujours marché devant la queue ;
La queue au ciel se plaignit
Et lui dit :
Je fais mainte et mainte lieue
Comme il plait à celle-ci ;
Croit-elle que toujours j'en veuille user ainsi ?
Je suis son humble servante,
On m'a faite, Dieu merci,
Sa sœur et non sa servante,
Qu'on me laisse précéder,
À mon tour, ma sœur la tête :
Je la conduirai si bien
Qu'on ne se plaindra de rien.
Le ciel eut pour ces vœux une bonté cruelle.
Souvent sa complaisance a de méchants effets.
Il devrait être sourd aux aveugles souhaits.
Il ne le fut pas lors, et la guide nouvelle
Qui ne voyait, au grand jour,
Pas plus clair que dans un four,
Donnait tantôt contre un marbre,
Contre un passant, contre un arbre :
Droit aux ondes du Stix elle mena sa sœur.
Malheureux les Etats tombés dans cette erreur ! »
(VII, 17)

On pourrait, et on devrait sans doute, expliquer en quoi La Fontaine se fait aussi, comme les philosophes et les économistes, un partisan de l'instruction, et un adversaire des préjugés, et citer pour soutenir ce jugement des phrases comme « Laissez dire les sots : le savoir a son prix. » (VIII, 19), mais ce serait entrer dans un domaine trop vaste, et trop peu directement relié aux questions économiques : qu'il nous soit donc permis de le laisser ici.

Sur des questions économiques décisives, d'ailleurs, La Fontaine a encore de nombreux propos très sensés qu'il est d'une grande utilité de partager avec le lecteur contemporain. Avant que les questions de répartition des richesses

n'apparaissent, et avant que le socialisme ne vienne combattre la propriété privée, il avait, dans une fable intitulé « Le chat, la belette et le petit lapin », répondu d'avance à beaucoup de ces questions. Il faisait valoir qu'on ne pouvait pas spolier impunément, et que la propriété privée reposait sur des fondements qu'il serait dangereux de vouloir détruire. Il n'est pas justifiable, concluait-il au fond, de s'approprier par la force la propriété d'autrui : c'était là une leçon importante, qui devrait nous guider lorsque nous étudions l'impôt, notamment. Voici la fable :

« Du palais d'un jeune lapin
Dame belette, un beau matin,
S'empara : c'est une rusée :
Le maître étant absent, ce lui fut chose aisée.
Elle porta chez lui ses pénates, un jour
Qu'il était allé faire à l'Aurore sa cour,
Parmi le thym et la rosée
Après qu'il eut brouté, trotté, fait tous ses tours,
Jeannot lapin retourne aux souterrains séjours.
La belette avait mis le nez à la fenêtre.
« O Dieux hospitaliers ! que vois-je ici paraître ? »
Dis l'animal chassé du paternel logis.
« Holà ! madame la belette,
Que l'on déloge sans trompette,
Ou je vais avertir tous les rats du pays.

Voilà bien, soyons-en convaincus, une admirable critique des critiques de la propriété privée.

Il y a donc, pouvons-nous conclure, de nombreux aperçus particulièrement lumineux dans les Fables de La Fontaine. Ce n'est pas une raison suffisante, bien entendu, pour faire de lui un économiste, ou pour vouloir solutionner toutes les questions contemporaines d'économie avec ses conseils. À la fin du dix-neuvième siècle, un économiste français étudia l'œuvre économique de La Fontaine, et en conclut sur ce même avertissement de ne pas vouloir trouver dans ses Fables plus qu'il n'y a véritablement.

« Je n'ai pu, malgré ma bonne volonté, découvrir ce que La Fontaine avait pu penser de la liberté des banques et de la surtaxe de pavillon étranger : c'est une grosse lacune qu'il faut renoncer à combler ; mais, du moins, nous pourrions le compter comme un ami du Libre-échange, car il est ennemi de la Protection commerciale, et comme un ami de l'Instruction, car il fait la guerre à l'Ignorance. »³¹

Mais il ajoute tout de même, en guise de conclusion :

« La Fontaine a des notions justes sur le Crédit et sur la théorie de la Valeur, mais surtout sur la puissance du travail. Sur tous ces points, guidé par cet admirable bon

³¹ Gustave Boissonnade, *La Fontaine économiste*, conférence publique et gratuite faite à la Faculté de Droit de Paris le dimanche 11 février 1872, Paris, Guillaumin, 1872, p.12

sens qui le caractérise si éminemment, il se trouve d'accord avec les principes de la science moderne, et, en cela, il mérite une grande attention, car il a devancé d'un siècle les physiocrates, qu'il est permis et qu'il est d'usage de considérer comme les fondateurs de la science économique. »³²

Voilà un fait dont il faudra vous souvenir, lorsque vous lirez, offrirez, ou ferez réciter à vos enfants les célèbres fables de La Fontaine : cet écrivain est du côté du progrès, de l'ordre, et de la liberté.

M.C.

³² *Ibid*, p.13

La classe française

L'origine française de la « lutte des classes »

Désunie, et remplie de contradictions et d'oppositions, la France du XXI^e siècle peut retirer d'importantes maximes de pratique politique de la part des théoriciens de l'opposition de classe. Cela ne signifie pas, pour autant, se remettre à lire Marx. Avant l'auteur du *Capital*, et dans notre pays, était née l'analyse de classe : son optique, et ses conclusions, étaient bien différentes, et tout autrement éclairantes.

Prononcez les mots « analyse de classe » ou « lutte des classes » et la plupart des gens penseront à Karl Marx.

L'idée qu'il existe des classes inconciliables, leurs conflits étant inhérents à la nature des choses, est une des signatures du marxisme. De ce fait, ceux qui refusent le marxisme refusent tout naturellement l'analyse de classe.

Dès lors, il est intéressant d'apprendre que Marx n'était pas à l'origine de l'analyse de classe ou de l'idée de lutte des classes. Ces sujets prennent leurs racines dans le libéralisme radical antérieur aux écrits de Marx. En effet, Marx lui-même rendit hommage aux auteurs originels, un groupe d'historiens de la France post-napoléonienne qui ont été négligés par tous sauf par une poignée de défenseurs des libertés des temps modernes. Dans cet article, je m'appuie sur le travail de quatre de ces les historiens contemporains : Ralph Raico, Leonard Liggio, David M. Hart, et l'économiste et historien Walter E. Grinder.

Les noms des historiens français clés du 19^{ème} siècle sont Charles Comte, Charles Dunoyer et Augustin Thierry, dont la publication, *Le Censeur Européen*, était un foyer de pensée libérale radicale. Comme relaté par Raico, Grinder et Hart, Comte et Dunoyer ont été influencés par Jean-Baptiste Say, économiste libéral français important mais sous-estimé, que Murray Rothbard a salué comme brillamment innovant et supérieur à Adam Smith. Comte a d'ailleurs fini par épouser la fille de Say. Et en effet, les germes d'une théorie des classes libérale radicale se trouvaient dans la deuxième édition et ultérieures du *Traité d'Economie*

Politique de Say (publié initialement en 1803), qui reflète sa réponse aux dépenses militaires et à la manipulation financière de Napoléon.

Comme Say l'écrit dans une autre de ses œuvres :

« Les énormes récompenses et les avantages qui sont généralement liés à l'emploi public avivent grandement l'ambition et la cupidité. Ils créent une lutte violente entre ceux qui possèdent des postes et ceux qui en souhaitent. »

Selon Hart, Comte et Dunoyer furent frappés par Say qui voyait les services fournis sur le marché comme des « biens immatériels » productifs — c'est-à-dire utiles — et l'entrepreneur ou l'ouvrier, comme un producteur. Hart écrit,

« En conséquence du point de vue de Say, il y avait de nombreux contributeurs productifs au nouvel industrialisme, y compris les propriétaires d'usines, les entrepreneurs, les ingénieurs et les techniciens, ainsi que ceux de l'industrie du savoir tels les enseignants, les scientifiques et autres « savants » ou intellectuels. »

Ceci est important pour la question des classes, dont le but est d'identifier les exploités et les exploités. Comme chacun le sait, Marx, du moins dans certains de ses écrits, pensait que seuls les ouvriers étaient productifs, les propriétaires du capital appartenant à la classe exploitante (avec l'État comme « Comité exécutif »). Il comptait les propriétaires de capital parmi les exploités, du fait de sa théorie de la valeur basée sur le travail (héritée d'Adam Smith et de David Ricardo) : puisque la valeur des marchandises était équivalente au travail socialement nécessaire pour les produire, le profit et l'intérêt recueillis par les « capitalistes » devait être pris sur la juste récompense des ouvriers — d'où leur exploitation. Si la théorie de la valeur basée sur le travail est fautive et si l'échange est totalement volontaire, libre de privilège étatique, plus aucune exploitation n'est possible.³³

Ainsi, il est essentiel de voir que les penseurs desquels Marx tira apparemment l'analyse de classe rangent au sein de la classe productive tous ceux qui créent de l'utilité par échange volontaire. Le « capitaliste » — ce qui signifie dans ce contexte « le propriétaire de biens d'équipement qui n'a pas de lien avec l'État » — appartient à la classe laborieuse et productive, à côté des ouvriers. Qui étaient donc les exploités ? Tous ceux vivant par recours à la force envers la classe laborieuse. Selon Hart, « les conclusions tirées de cette analyse par Comte et Dunoyer (et Thierry) posent l'existence d'un collectif élargi « d'industriels », qui comprend les travailleurs manuels et les entrepreneurs et savants mentionnés ci-dessus, qui « luttent face à ceux voulant faire obstacle à leur activité ou qui en vivent de façon improductive. »

³³ La théorie de l'exploitation de Marx a été par la suite systématiquement réfutée par l'économiste autrichien Eugen von Böhm-Bawerk.

« Les théoriciens de l'industrialisme conclurent de leur théorie de la production que l'Etat et les classes privilégiées alliées de l'Etat, plutôt que toutes les activités non-agricoles, sont pour l'essentiel non productives. Ils estimaient également que tout au long de l'histoire, il y avait un conflit entre ces deux classes antagonistes, conflit qui ne pouvait avoir de fin qu'avec la séparation radicale de la société civile pacifique et productive envers l'Etat inefficace et privilégié et ses favoris. »

Ainsi l'histoire politique et économique est l'histoire d'un conflit entre les producteurs, peu importe leur poste, et les classes politiques parasites, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etat formel. Ou pour reprendre les termes d'un disciple plus récent de ce point de vue, John Bright, il s'agit de l'affrontement entre les payeurs d'impôts et les absorbeurs d'impôts.

L'économie politique et la liberté

Hart souligne que l'œuvre de Comte et Dunoyer poussa l'analyse de Say un cran plus loin. Alors que Say considérait l'économie et la politique comme des disciplines distinctes, cette dernière ayant peu d'effet sur la première, les analystes libéraux virent que le travail de Say avait des implications plus radicales. Pour citer David Hart :

« La science de l'économie politique était, dira-t-on, « chargée de valeurs » et impliquait des politiques très spécifiques en matière de propriété, d'intervention de l'administration dans l'économie et la liberté individuelle, une chose que Say n'appréciait pas mais que Dunoyer et Comte intégraient à leur travaux. »

Comme Hart et Raico le soulignent ensemble, Comte et Dunoyer absorbèrent également une grande part des résultats d'un autre grand libéral, Benjamin Constant, lequel avait mis sur le papier des essais importants montrant qu'une « ère du commerce » avait remplacé « l'ère de la guerre » et que la notion moderne de liberté — la vie privée — était aux antipodes de l'ancienne notion de liberté — la participation à la vie politique. Comme le dit Hart :

« Dunoyer était intéressé par la phrase "l'unique objet des nations modernes, c'est la paix (repos), et de la paix vient le confort (aisance), et la source du confort c'est l'industrie", ce qui résume bien ses propres réflexions sur le véritable but de l'organisation sociale. »

Raico a également souligné que l'analyse de classe libérale se trouve dans les écrits des militants de la « paix Manchestérienne » et activistes du libre-échange Richard Cobden et John Bright ainsi que chez Herbert Spencer. Il cite Bright en référence à la lutte contre les *Corn Laws* (taxes douanières sur l'importation de céréales) :

« Je doute que cela puisse avoir un caractère autre [que celui] ... d'une guerre des classes. Je crois qu'il s'agit d'un mouvement des classes commerciales et industrielles contre les Lords et les grands propriétaires terriens. »

En effet, souligne Raico, l'école de Manchester comprit que la guerre et autres manœuvres politiques étaient motivées par la recherche constante par la classe politique d'une richesse imméritée. Ces idées étaient également présentes chez d'autres penseurs libéraux, dont Thomas Paine, John Taylor de Caroline, John C. Calhoun, Albert Jay Nock et Ludwig von Mises.

La guerre des classes et l'étatisme

Quelle est la portée de cet aperçu, certes insuffisant ? Le pouvoir de taxation coercitif de l'administration génère nécessairement deux classes : ceux qui créent et ceux qui consomment la richesse expropriée et transférée par ce pouvoir. Ceux qui créent de la richesse souhaitent naturellement la conserver et la consacrer à leurs propres fins. Ceux qui veulent exproprier cherchent des moyens toujours plus subtils d'acquérir de la richesse sans susciter de résistance.

Un de ces moyens consiste à propager une idéologie élaborée de l'étatisme qui enseigne que les gens sont l'Etat et que par conséquent ils ne font que se payer eux-mêmes lorsqu'ils paient des impôts. Les agents de l'Etat et les intellectuels de cour, dans les universités et les médias vont sur tous les tons raconter cette fable aux gens. Hélas, la plupart finissent par y croire. Le rôle de la guerre est d'effrayer les gens en leur faisant payer des taxes pour leur propre prétendue protection et de maintenir la production de richesses pour les exploiters avec un minimum de protestation.

Que peuvent donc faire les libéraux face à cela ? En premier lieu, ils se doivent de comprendre la théorie des classes libérale. Ils ne doivent pas s'en départir sous prétexte de la prise en otage du concept par les marxistes. Ensuite, ils devraient utiliser toute leur influence pour élever la prise de conscience collective de tous les gens honnêtes et productifs. C'est-à-dire : il faut montrer aux classes laborieuses qu'elles sont les victimes quotidiennes de la classe politique dirigeante.

Un article de Sheldon Richman, rédacteur en chef de la revue *The Freeman*, traduit par Stéphane Geyres, de l'Institut Coppet.

Lecture : Frédéric Passy

« *La Guerre et la Paix* »

Tandis que la question syrienne soulève les passions, et que la France et les Etats-Unis se déclarent enclins à l'intervention militaire, il nous a paru utile, et, osons le mot, nécessaire, de réclamer contre une posture interventionniste trop souvent irréfléchie, la sagesse d'un économiste français connu pour son engagement pour la paix. Frédéric Passy, disciple de Frédéric Bastiat et de Jean-Baptiste Say, reçut en effet le premier prix Nobel de la Paix de l'histoire, pour son combat ardent et inlassable pour la paix des nations. Les mots de cet homme, par ailleurs grand économiste, méritaient selon nous de figurer dans cette revue, et d'être mis sous les yeux des lecteurs. Voici donc un extrait de « *La Paix et la Guerre* », une conférence donnée par Frédéric Passy en 1867.

Mesdames, Messieurs,

Ce n'est pas une question passagère et restreinte, c'est une question d'intérêt universel et permanent, c'est une question non de parti, mais de principe — la question générale de la paix et de la guerre, — que je me propose d'examiner devant vous ce soir.

Ai-je besoin, en vérité, de vous dire dans quel esprit ? Ai-je besoin de faire pressentir ce que sera ma conclusion ? Non, vraiment. Quel que soit le point de vue auquel on se place, comme chrétien, comme philosophe, comme économiste, comme moraliste, la conclusion est la même : il est impossible de ne pas se prononcer contre la guerre et en faveur de la paix. La guerre, disait il y a quelques jours à peine, aux applaudissements de tous ses collègues, l'honorable président de la Société des Economistes, « la guerre gaspille le passé, ruine le présent, grève et retarde l'avenir. »

Ce sont là des crimes qui, aux yeux d'un économiste, sont irrémissibles, et qu'un moraliste ne peut pas pardonner davantage.

Et pourtant, Messieurs, vous le savez comme moi, la guerre a ses apologistes, elle a ses admirateurs, ses enthousiastes même. Il ne manque pas de gens qui n'hésitent pas à proclamer qu'elle est le plus grand, le plus noble emploi des facultés humaines. Et dans certains cas, je l'accorde, cela peut être vrai, Oui, lorsqu'il s'agit de défendre ou de recouvrer l'indépendance de son pays, assurément, cela est vrai ;

lorsqu'il s'agit, comme l'a fait Jeanne D'arc, de se lever pour repousser l'envahisseur, ou, comme Léonidas aux Thermopyles, de se placer en travers de son chemin et de fermer de son corps le passage qui ouvre le sol de la patrie, oh ! alors la guerre peut être, et elle est le plus grand, le plus noble, le plus magnifique emploi de la vie, car elle en est l'abandon le plus complet, le sacrifice par excellence au premier des devoirs, le dévouement absolu et sans réserve à une cause sainte.

Mais ces généreux enthousiasmes de la guerre sainte, de la guerre inévitable, on les étend malheureusement trop souvent, — qui l'ignore ? — à la guerre générale et aux exploits de la guerre. Ce n'est plus seulement la lutte pour la liberté, c'est la lutte quelle qu'elle soit : ce n'est plus seulement la guerre de la légitime défense, c'est la guerre agressive, la guerre d'expansion, la guerre de conquête, la guerre pour la guerre, qu'on entoure de cette admiration sonore que nous connaissons tous ; car tous, plus ou moins, nous en avons été bercés.

C'est, Messieurs, cette admiration sonore et irréfléchie qu'il faut juger. Il faut savoir, une bonne fois, ce qu'il y a sous toutes ces formules, avec lesquelles on entraîne les hommes les uns contre les autres ; il faut savoir qui a tort, qui a raison, de ceux qui bénissent la guerre, ou de ceux qui la maudissent. Et pour le savoir, il n'y a qu'une chose à faire, c'est de passer rapidement en revue les éloges les plus habituellement décernés à la guerre, et de voir ce qu'ils valent ; c'est de calculer ce que la guerre coûte et ce qu'elle rapporte ; — j'entends ce qu'elle coûte de toutes façons : en argent, en hommes, en dignité, en liberté, en bien-être — afin de savoir à quel prix sont achetés (quand elle est heureuse) ses triomphes si souvent trompeurs et éphémères.

Quand la guerre se fait, Messieurs, on ne compte plus ; on dépense et on tue, et le sang et la richesse coulent à l'envi comme de l'eau.

Voulez-vous, cependant, pour ce qui est de l'argent, vous faire une idée des sacrifices ? Voyez, au cours ou au lendemain de toute guerre, par combien d'emprunts il faut remettre, tant bien que mal, en équilibre les budgets. Rappelez-vous cette dette européenne de 57 milliards ; presque tout vient de la guerre. L'Angleterre seule, qui a tenu ses comptes avant nous, estime à presque moitié de ce chiffre les dépenses de sa longue lutte avec la France nouvelle.

Pour ce qui est des sacrifices d'hommes, feuillotez, je vous prie, les pages même les plus glorieuses, hélas ! de nos guerres ; parcourez les annales des différents pays auxquels, les uns ou les autres, nous appartenons ; lisez nos bulletins, tantôt de victoire et tantôt de défaite ; et dans ces bulletins, de quelque latitude qu'ils soient datés, quelques événements qu'ils rapportent, en quelque langue qu'ils soient écrits, il y a un même et invariable article que vous retrouverez toujours, c'est l'article des morts et des blessés : ici 10,000, là 20,000, là 30,000, là 50,000, et quelquefois davantage. Cinquante mille morts ! Cinquante mille hommes qui, la veille, qui, le

matin même, étaient la fleur de la population de leur patrie, et qui, le soir, gisent étendus dans la poussière sanglante ou sur la paille humide de l'ambulance, les uns sans vie, les autres pis encore, mutilés, estropiés, agonisants, et maudissant avec des imprécations et des blasphèmes ceux-là mêmes que, dans l'enivrement de leurs espérances, ils acclamaient le matin.

Voilà, Messieurs, ce que l'histoire nous montre. Mais ce n'est pas assez de le voir en gros, il faut le comprendre ; et pour cela il faut pénétrer dans cette foule innommée qui ne nous apparaît d'abord que comme un ensemble indifférent. Il faut personnaliser et individualiser cette foule en la décomposant.

Il faut mettre des noms, des noms de pères, de fils, d'époux, de fiancés, sur chacune de ces figures déjà méconnaissables peut-être. Il faut se dire que chacun de ces morts ou de ces mourants avait un pays, un village, une famille, et se transporter par la pensée et par le cœur dans ce village et dans cette famille, pour se rendre compte du malheur qui frappe non pas une nation prise en bloc, mais chacun des innombrables foyers d'affection et de tendresse qui, par leur réunion, constituent une nation.

Ce n'est pas tout encore, Messieurs; et après avoir décomposé, il faut recomposer. Il faut se dire que, quelque effrayant, quelque lugubre que soit ce défilé funèbre des bulletins de défaites et de victoires, il ne suffit pas, cependant, si nous n'en faisons pas la récapitulation générale, si nous ne regardons pas en face le terrible total auquel il aboutit, si nous n'en venons pas jusqu'à nous dire, par exemple, que dans les guerres de nos pères, dans les grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, les discordes civiles ou nationales ont enlevé à l'Europe non pas des centaines de mille hommes, mais Des Millions, Plusieurs Millions, Huit ou Dix Millions peut-être.

Voilà, Messieurs, ce que c'est que la guerre, lorsqu'au lieu de la regarder par le côté de la lorgnette qui montre les victoires et les triomphes, on la regarde par le côté qui montre les morts, les dévastations et les larmes ; lorsqu'on songe aux familles désolées, aux arbres coupés, aux moissons détruites, aux maisons incendiées ; lorsqu'on en fait, en un mot — c'est une expression qui est à sa place ici — la triste et douloureuse anatomie. Voilà ce que c'est que la guerre, et, par conséquent, la gloire militaire !

Je reprends maintenant le thème des admirateurs de la guerre. La guerre, disent-ils, est pour les peuples une des conditions nécessaires de la puissance ; elle leur procure des conquêtes, des agrandissements, des richesses ; elle assure leur indépendance. Ne faut-il pas maintenir son rang parmi les nations, et veiller à l'équilibre des forces, sans lequel il n'y a plus de sécurité ? Ajoutez les débouchés commerciaux à ouvrir ou à conserver, les compatriotes à protéger, le drapeau à

faire respecter, le prestige du nom national à sauvegarder. Ajoutez surtout les vertus mâles et énergiques à développer et à entretenir.

Voilà, si je ne me trompe, en peu de mots, à peu près ce que l'on dit de plus plausible et de plus fort à l'appui de l'esprit militaire et de la nécessité de n'y pas renoncer en en répudiant trop la Guerre.

Eh bien, Messieurs, bien rapidement, trop rapidement, un mot sur chacun de ces points. La guerre, dit-on, est un moyen d'accroître la puissance nationale; les grands armements donnent à un peuple de la confiance en lui-même; ils lui font sentir sa force, et lui assurent le respect des autres peuples. La guerre accroît la puissance des peuples ! Eh ! bon Dieu ! mais qu'est-ce donc que la guerre, lorsqu'elle n'est pas inévitable, lorsqu'elle n'est pas le résultat de l'une de ces tristes, mais nobles obligations dont je parlais tout à l'heure ; qu'est-ce que la guerre pour la guerre, je vous le demande, sinon une saignée qu'on se fait volontairement à soi-même aux quatre membres ?

Et ces armements sans limites, dont peu à peu l'émulation s'est étendue sur l'Europe entière comme une épidémie, est-ce donc autre chose qu'une dîme prélevée chaque année sur la jeunesse, sur les forces, sur les capitaux et sur les revenus des populations ?

Singulière manière de se fortifier et de s'enrichir, en vérité ! Vous voulez, dites-vous, être assurés d'avoir toutes vos ressources sous la main au jour du besoin ? Gardez-les donc en vue de ce jour, au lieu de les gaspiller inconsidérément à l'envie les uns des autres dans une rivalité puérile, d'où peut, à toute heure, sortir la désolation et la ruine. Par crainte d'un mal éventuel, vous vous infligez sans relâche à vous-même un mal certain. Vraiment, l'on n'a pas eu tort de le dire, il y a longtemps déjà : « Cette prétendue prudence est de la plus haute imprudence. »

On vous parle de conquêtes, je le sais ; ou quand on n'en prononce pas directement le nom, on le sous-entend, Il est beau de s'agrandir, vous dit-on, d'étendre sa domination ou sa suzeraineté sur les autres contrées. C'est la preuve de la vitalité d'une nation ; et toute race qui n'est pas atteinte de décrépitude est naturellement expansive.

Est-ce bien sûr, ou, du moins, est-il bien sous cette forme que doit se produire le besoin d'expansion qui, en effet, caractérise les fortes races ?

Et quel est donc, quand on interroge sérieusement l'histoire, quand on ne se laisse pas aller aux enivrements et aux éblouissements de l'apparence, quand on ne s'arrête pas aux premières promesses de succès, si souvent éphémères et trompeuses ; quel est le peuple auquel ses conquêtes aient réellement donné plus de richesse, de bonheur, et de liberté durables ?

Il se trouve ici, peut-être, et je l'espère, des personnes appartenant à diverses nations. Ai-je besoin de leur dire qu'il ne saurait entrer dans ma pensée de les blesser en quoi que ce soit dans leurs sentiments et leurs affections ? Mais voyons, franchement, à quoi les conquêtes de ces nations leur ont-elles servi ?

Est-ce que la Pologne a porté bonheur à la Russie ? Est-ce que l'Irlande a porté bonheur à l'Angleterre ? Est-ce que l'Italie a porté bonheur à l'Autriche ? Est-ce que nous n'avons pas tous lus dans une lettre célèbre écrite au nom de la France la lettre de l'Empereur au sujet des événements de Syrie — que l'Algérie, jusqu'à présent, n'avait fait que prendre à la France « le plus pur de son sang et de son or » ? Est-ce que l'Espagne enfin, l'Espagne dans les Etats de laquelle le soleil ne se couchait jamais, n'est pas tombée, dans l'espace d'une vie d'homme, dans la pauvreté et dans l'abaissement le plus complet ; réduite, après avoir tenu pour ainsi dire le monde sous son sceptre et sous son glaive, à quelques vaisseaux désemparés pour marine, à quelques milliers d'hommes — des bandes plutôt que des soldats — pour armée ; sans industrie, sans agriculture, sans finances ; quoiqu'elle eût encore une partie de l'Amérique en sa puissance, au moins nominale, et quoiqu'elle eût pressuré cette riche contrée jusqu'à en faire disparaître la population presque entière ?

Elle aurait pu, cette malheureuse Amérique, par la culture et par le commerce, devenir pour l'Espagne une source merveilleuse de prospérité ; l'Espagne a cru, en la subjuguant, en l'asservissant, en la dévastant, en y portant l'implacable exploitation de l'esclavage, y trouver la puissance et la richesse sans travail : elle n'y a trouvé que la pauvreté et la ruine ! Elle commence enfin à le comprendre aujourd'hui ; et nous avons entendu, il y a peu d'années, un des hommes les plus distingués de la Péninsule proclamer, dans les termes les plus énergiques, devant le Parlement de son pays, que c'était l'Amérique qui avait perdu la puissance espagnole.

Et à supposer qu'il en pût être autrement, d'ailleurs, est-ce que la grandeur, je dis la vraie grandeur, pour un peuple, peut consister à dominer les autres ? Est-ce que la richesse, la vraie richesse, est celle qu'on obtient en pressurant le travail des autres, en levant sur eux des tributs par la force, à travers leurs malédictions perpétuelles et au prix d'inquiétudes chaque jour renaissantes ?

Non, la vraie richesse, c'est celle que l'on crée et que l'on mérite. La vraie grandeur, c'est celle que l'on se fait à soi-même par sa dignité et par ses vertus.

Ce qui fait les grandes nations, savez-vous ce que c'est ? Ce ne sont pas quelques explosions tumultueuses qui étonnent un moment le monde et bientôt le soulèvent ; ce sont les œuvres que ces nations accomplissent dans leur sein, pour elles-mêmes et par elles-mêmes. Une société est ce que la font les individus qui la composent ;

et quand elle compte beaucoup d'hommes véritablement dignes de ce nom, d'hommes qui travaillent, qui produisent, qui s'enrichissent, qui se moralisent, qui s'élèvent et s'illustrent de tous côtés par l'industrie, par la science, par la littérature, par les arts ; alors, étant formée d'éléments réellement grands à divers degrés, elle est et elle peut se dire, sans crainte de se tromper, une grande nation.

On l'a dit, Messieurs, on l'a dit avec raison ; c'est là la grande œuvre, la grande croisade de notre temps, la croisade pacifique, la croisade de la paix. Ce n'est plus avec l'épée, c'est contre l'épée qu'il faut se lever ; c'est contre l'épée qu'il faut pousser ce cri qui entraînait jadis l'Europe tout entière hors de chez elle, et qui, aujourd'hui, la rassiéra sur elle-même : *Dieu le veut*.

Oui, *Dieu le veut*, et l'histoire, quoi qu'on en dise, atteste que telle est bien la loi du progrès. L'humanité, redisons-le à ceux qui croient que rien ne peut changer, a commencé par se déchirer jusque dans les derniers de ses membres ; elle forme aujourd'hui de grandes et vastes communautés au sein desquelles l'ordre est habituel au moins ; elle finira, suivant sa destinée, par former une seule et même famille. Le monde sera un jour, il sera bientôt, si nous savons le vouloir, cette belle et large table de famille que prédisait, il y a plus de quatorze siècles, en termes si magnifiques, le plus grand des orateurs de l'Eglise d'Orient, saint Jean Chrysostome, alors qu'il montrait les hommes, comme des enfants sous les yeux du Père commun, se passant de main en main à la ronde tous les dons répandus, avec la diversité des climats et des terrains, sur les points les plus différents du globe.

Voilà l'idéal, Messieurs, l'idéal qui peut, qui doit se réaliser, qui déjà a commencé à se réaliser. Voilà ce que verront nos enfants ; voilà, si je puis employer cette image, l'arbre sous lequel, plus heureux que nous, ils se reposeront un jour. Cet arbre, quelques efforts que nous puissions faire, nous n'en verrons, sachons-le bien, ni les dernières fleurs, ni les derniers fruits, mais nous en pouvons voir au moins la première verdure ; car il est, sachons-le bien aussi, déjà planté et enraciné à l'heure où nous parlons. À nous d'en assurer et d'en hâter la croissance par nos efforts ; à nous de le transmettre, à ceux qui nous suivront, plus affermi et plus prospère ; à nous de redire enfin, pour leur bonheur, pour le nôtre, pour notre honneur surtout, en appliquant aux besoins nouveaux de notre âge le vieux cri des âges précédents : *Dieu le veut ! Dieu le veut !* et nous le ferons.

Extrait de *La Paix et la Guerre*, conférence faite à l'École de médecine de Paris, le 21 mai 1867, par Frédéric Passy ; édition Guillaumin, Paris, 1867

Laissons Faire ~ Institut Coppet ~ Sept. 2013